

---

**Comité des accords commerciaux régionaux**

**PRÉSENTATION FACTUELLE**

**ACCORD SUR LE COMMERCE DE MARCHANDISES DE L'ASEAN (ATIGA)**

*Rapport du Secrétariat*

Le présent rapport, établi pour l'examen de l'Accord sur le commerce de marchandises (ATIGA) de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), a été rédigé par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et en pleine consultation avec les Parties. La présentation factuelle reprend dans la mesure du possible la terminologie utilisée dans l'Accord et les observations formulées et n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielles de cette terminologie de la part du Secrétariat. Le rapport a été rédigé conformément aux règles et procédures énoncées dans la Décision relative au Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux (WT/L/671) et n'implique donc, de la part du Secrétariat, aucun jugement de valeur quant au contenu de l'Accord.

Les questions d'ordre technique concernant le présent rapport peuvent être adressées à Mme Maria Donner Abreu (tél.: +41 22 739 5244), les questions d'ordre statistique pouvant être adressées à Mme Rowena Cabos (tél.: +41 22 739 5185).

---

**Table des matières**

<b>1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL.....</b>	<b>4</b>
1.1 Commerce des marchandises.....	4
<b>2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD.....</b>	<b>7</b>
2.1 Renseignements d'ordre général.....	7
<b>3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES.....</b>	<b>8</b>
3.1 Droits et impositions et restrictions quantitatives à l'importation .....	9
3.1.1 Dispositions générales.....	9
3.1.2 Libéralisation des échanges et des lignes tarifaires.....	9
3.1.3 Calendrier de libéralisation.....	10
3.1.4 Contingents tarifaires .....	14
3.2 Règles d'origine.....	14
3.3 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'exportation .....	14
3.4 Dispositions réglementaires relatives au commerce des marchandises .....	15
3.4.1 Normes .....	15
3.4.2 Mécanismes de sauvegarde.....	16
3.4.3 Mesures antidumping et compensatoires .....	17
3.4.4 Subventions et aides publiques.....	17
3.4.5 Procédures douanières et facilitation des échanges .....	17
3.5 Dispositions sectorielles relatives au commerce des marchandises .....	18
3.5.1 Agriculture.....	18
<b>4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD.....</b>	<b>19</b>
4.1 Transparence .....	19
4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux .....	19
4.3 Exceptions.....	19
4.4 Adhésion et retrait.....	19
4.5 Cadre institutionnel .....	19
4.6 Règlement des différends .....	20
4.7 Relation avec les autres accords conclus par les Parties.....	21
4.8 Marchés publics.....	22
4.9 Droits de propriété intellectuelle .....	23
4.10 Concurrence.....	23
4.11 Environnement.....	23
4.12 Travail.....	23
4.13 Commerce électronique .....	24
4.14 Petites et moyennes entreprises .....	25
4.15 Autres dispositions.....	25
4.15.1 Flexibilité et renforcement des capacités .....	25
4.15.2 Gouvernement régional et local et organismes non gouvernementaux .....	25
<b>ANNEXE 1.....</b>	<b>26</b>

---

<b>ANNEXE 2.....</b>	<b>33</b>
<b>ANNEXE 3.....</b>	<b>35</b>
<b>ANNEXE 4.....</b>	<b>36</b>

**Faits essentiels**

<b>Parties à l'Accord:</b>	Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire (RDP) lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam
<b>Date de signature:</b>	26 février 2009
<b>Date d'entrée en vigueur:</b>	17 mai 2010
<b>Date de la notification:</b>	31 août 2021
<b>Pleine mise en œuvre:</b>	<b>2025</b>

**1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL****1.1 Commerce des marchandises**

1.1. Le tableau 1.1 présente les principaux indicateurs du PIB et du commerce des États membres de l'ASEAN. La plus grande économie de l'ASEAN est l'Indonésie, avec un PIB de 1 186 milliards de dollars EU en 2021, suivie de la Thaïlande et de Singapour. Les plus petites économies de l'ASEAN sont la RDP lao et le Brunéi Darussalam. Toutefois, s'agissant du commerce (à l'exclusion du commerce intra-UE), Singapour et le Viet Nam sont les principaux importateurs et exportateurs, tandis que l'Indonésie occupe la cinquième place parmi les parties membres de l'ASEAN. Au sein de l'ASEAN, seuls le Cambodge et les Philippines étaient importateurs nets de marchandises. La part du commerce dans le PIB varie considérablement entre Singapour (165,3%) et l'Indonésie (17,9%).

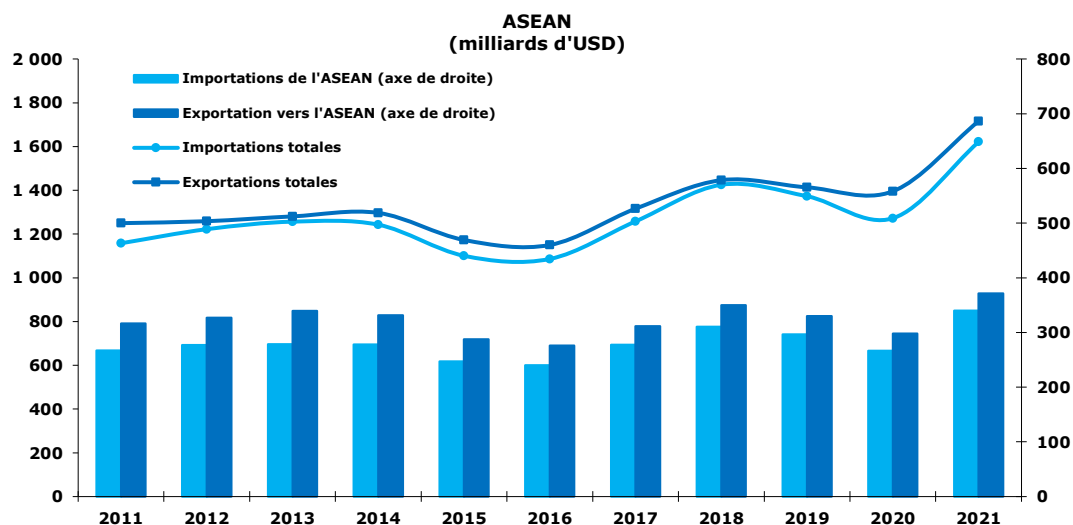
**Tableau 1.1 Profils du commerce des marchandises des États membres de l'ASEAN en 2021**

	Commerce des marchandises – 2021				Rang dans le commerce mondial <sup>a</sup> – 2021		PIB Milliards d'USD (2021)	Commerce (% du PIB, 2019- 2021)
	Exporta- tions (milliards d'USD)	% des exporta- tions mondiales	Importa- tions (milliards d'USD)	Pourcentage des exporta- tions mondiales	Exporta- tions	Importa- tions		
Brunéi Darussalam	11,0	0,05	8,6	0,04	66	86	19,9	53,3
Cambodge	17,4	0,08	28,4	0,13	54	47	26,2	90,8
Indonésie	229,9	1,03	196,0	0,87	22	22	1 186,1	17,9
RDP lao	7,7	0,03	6,3	0,03	79	98	18,6	36,9
Malaisie	299,0	1,34	238,0	1,05	18	20	372,8	61,8
Myanmar	15,1	0,07	14,3	0,06	57	65	65,2	20,8
Philippines	74,6	0,33	124,4	0,55	30	24	393,6	27,4
Singapour	457,4	2,05	406,2	1,80	11	11	397,0	165,3
Thaïlande	272,0	1,22	266,9	1,18	21	18	513,2	53,8
Viet Nam	335,9	1,50	331,6	1,47	17	14	366,2	..

a À l'exclusion du commerce intra-UE.

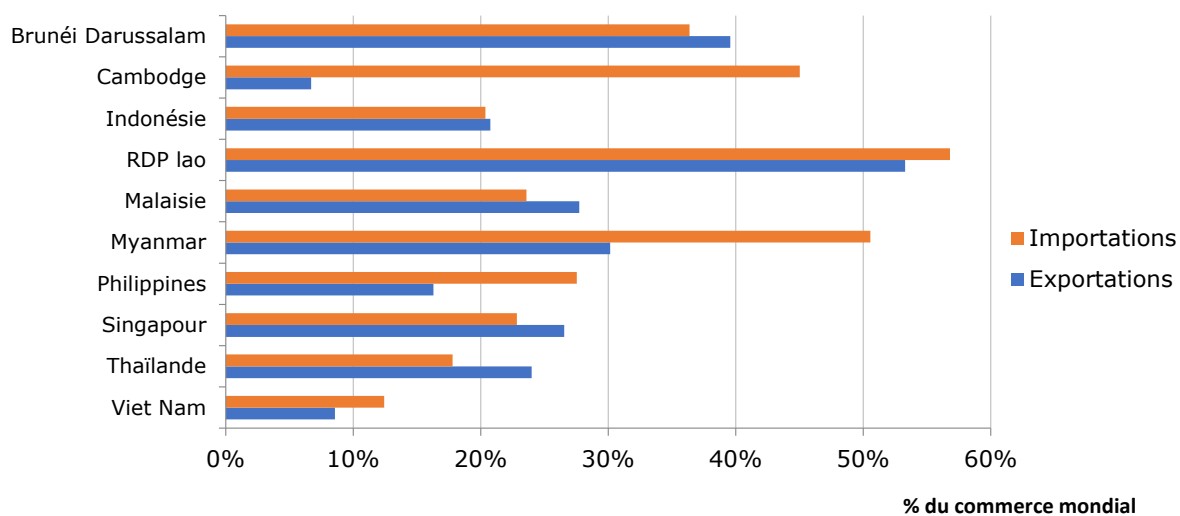
Source: Profils commerciaux 2022 du Secrétariat de l'OMC.

1.2. Le graphique 1.1 présente le commerce intra-ASEAN ainsi que le commerce avec le reste du monde pendant la période 2011-2021. Pendant cette période, l'ASEAN a dégagé un excédent commercial avec le reste du monde. Après avoir diminué en 2020 en raison de la COVID-19, les échanges ont atteint leur plus haut niveau en 2021: les échanges internes ont augmenté de plus de 10% et ceux avec le reste du monde d'environ 20%. La part du commerce intra-ASEAN dans le commerce mondial de l'ASEAN a diminué. En 2021, les échanges internes représentaient environ 21% des importations et des exportations (contre 23% et 27% à leurs niveaux records en 2011 et 2013, respectivement).

**Graphique 1.1 ASEAN: Commerce des marchandises au niveau bilatéral et avec le reste du monde (2011-2021)**

Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

1.3. L'importance du commerce intra-ASEAN dans le commerce total est variable (raphique 1.2). Dans l'ensemble, la RDP lao a le pourcentage le plus élevé, avec des importations et des exportations intra-ASEAN supérieures à 50%. Inversement, on observe les pourcentages les plus faibles au Cambodge pour les exportations (7%) et au Viet Nam pour les importations (12%).

**Graphique 1.2 Parties à l'ASEAN: ratio des échanges intra-ASEAN en 2021**

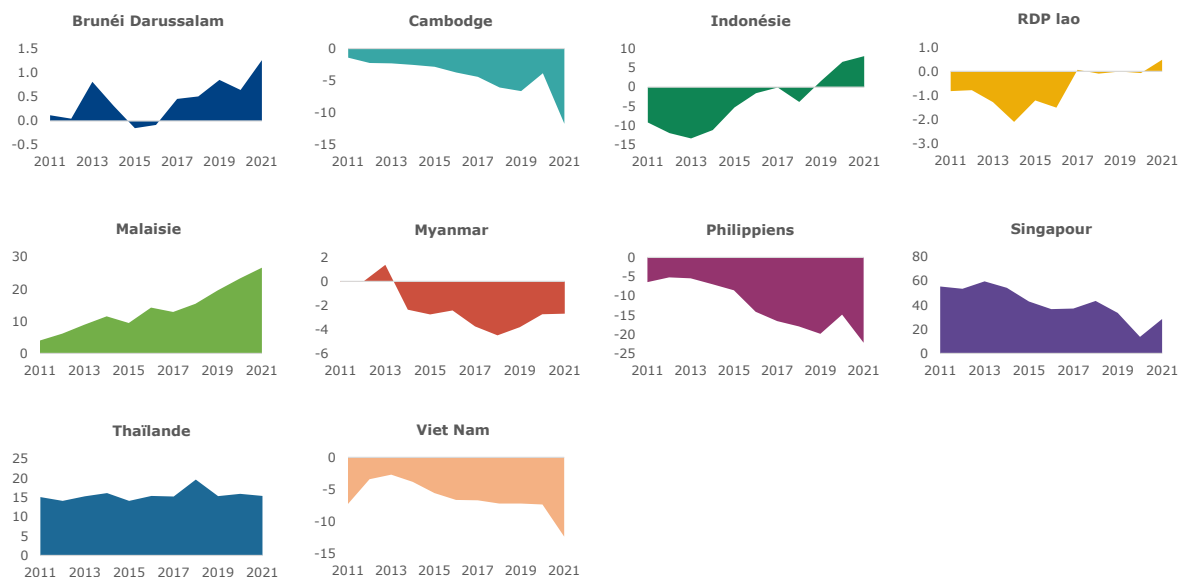
Note: À l'exclusion du commerce intra-UE.

Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

1.4. Le graphique 1.3 montre l'évolution des balances commerciales entre les Parties pour la période 2011-2021. La Malaisie, Singapour, la Thaïlande et le Brunéi (sauf en 2015-2016) ont enregistré des excédents commerciaux constants pendant la période considérée. Le Cambodge, les Philippines, le Viet Nam, le Myanmar (sauf en 2013) et la RDP lao (sauf en 2017 et 2021) ont quant à eux affiché des déficits commerciaux constants. Le déficit intra-ASEAN de l'Indonésie s'est transformé en excédent en 2019.

**Graphique 1.3 Balance commerciale intra-ASEAN de chaque Partie, 2011-2021**

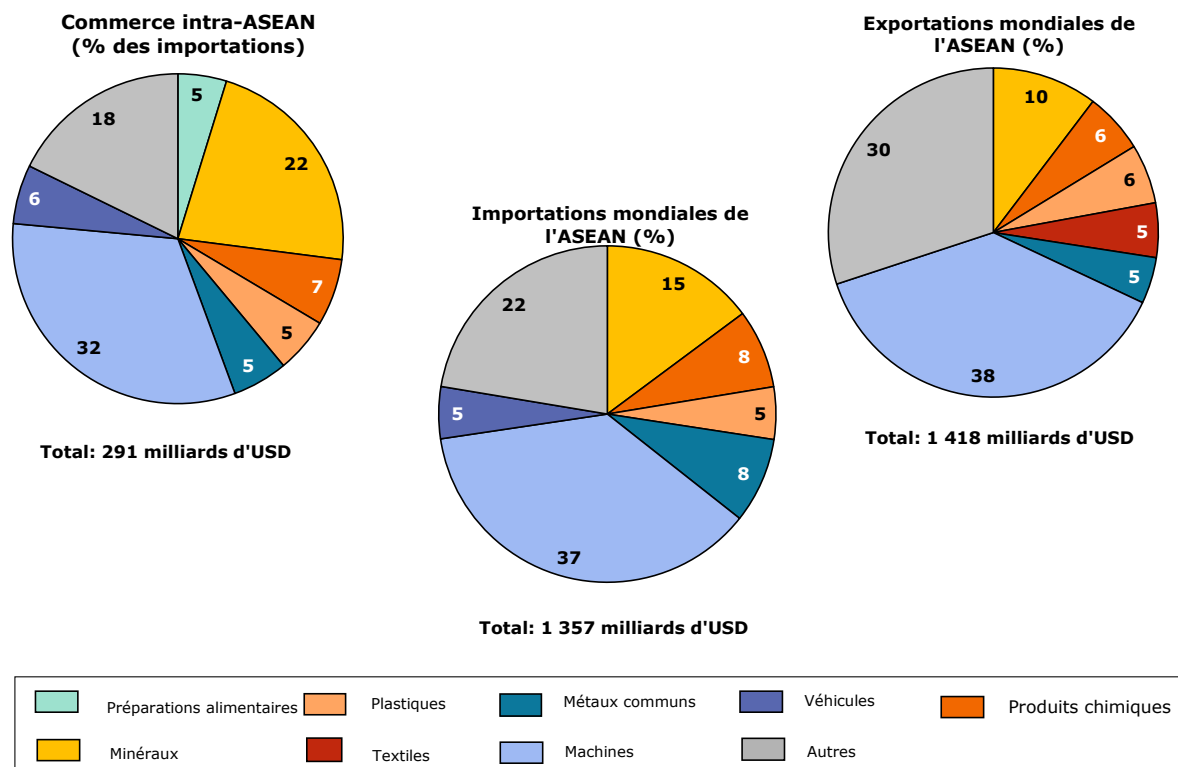
Milliards d'USD



Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

1.5. Le graphique 1.4 présente la structure par produits du commerce intra-ASEAN (importations), ainsi que celle du commerce des membres de l'ASEAN avec le reste du monde durant la période 2018-2020, par grande section du SH. Au cours de la période 2018-2020, les machines étaient les principaux produits importés à la fois par les Parties à l'ASEAN (32%) et le reste du monde (37%), ainsi que le principal secteur d'exportation vers le reste du monde (38%). Les minéraux représentaient la deuxième grande catégorie pour ce qui est des importations intra-ASEAN (22%) ainsi que pour les importations et les exportations mondiales (15% et 10%, respectivement). Les préparations alimentaires représentent également une part importante du commerce intra-ASEAN et il en va de même pour les textiles dans les exportations mondiales. D'autres catégories figurant dans les graphiques ci-dessous ont une importance relative dans les trois ensembles de données.

**Graphique 1.4 ATIGA: composition par produit du commerce des marchandises par section du SH, moyenne annuelle (2018-2020)**



Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

## 2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD

### 2.1 Renseignements d'ordre général

2.1. Le 31 août 2021, les États membres de l'ASEAN ont notifié l'entrée en vigueur, le 17 mai 2010, de l'Accord sur le commerce de marchandises de l'ASEAN (ci-après dénommé ATIGA) (WT/REG457/N/1). L'ATIGA a été notifié au titre de l'article XXIV du GATT de 1994, complétant et remplaçant l'Accord relatif au tarif préférentiel effectif commun (CEPT) de la zone de libre-échange entre les pays de l'ASEAN (AFTA) et d'autres accords (voir annexe 3). On peut consulter le texte de l'Accord aux adresses suivantes:

<https://asean.org/asean-trade-in-goods-agreement-atiga/>

<https://agreement.asean.org/media/download/20140119034633.pdf>

2.2. L'intégration économique de l'Asie du Sud-Est a démarré avec l'Accord relatif aux arrangements commerciaux préférentiels entre les États membres de l'ASEAN (PTA) de 1977. Le PTA et son successeur, le CEPT, ont été notifiés au GATT de 1947 au titre de la Clause d'habilitation.<sup>1</sup> Les membres originels de l'ASEAN sont l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Le Brunéi Darussalam est devenu membre de l'ASEAN en 1984 ("ASEAN-6"); puis le Viet Nam en 1995; le Myanmar et la RDP lao en 1997; et le Cambodge en 1999 (le "groupe des pays CLMV" et l'"ASEAN-10"). En juin 2023, le Timor-Leste négociait son adhésion à l'ASEAN.

<sup>1</sup> Notifications présentées au GATT de 1947 en 1977 (examinées par un Groupe de travail du GATT de 1947) et en 1992 (L/4581 et WT/COMTD/RTA21/N/1). Il est précisé dans le document WT/COMTD/RTA21/N/1/Add.1 que l'ATIGA remplace le CEPT.

2.3. Dans le cadre du CEPT, la libéralisation a démarré en 1993, lorsque le niveau moyen des droits pratiqués entre les membres de l'ASEAN-6 était proche de 13%. En 2010, la moyenne des taux de droits appliqués dans le cadre du CEPT (ASEAN-10) était de 1,06%, contre 3,84% en 2002.<sup>2</sup>

2.4. Établie en vertu de la *Déclaration de l'ASEAN Concord II (Bali Concord II)* de 2012, la Communauté économique de l'ASEAN (AEC) a été officiellement lancée le 31 décembre 2015 comme l'un des piliers de la Communauté de l'ASEAN.<sup>3</sup> Ses éléments constitutifs sont l'ATIGA pour le commerce des marchandises, l'Accord-cadre de l'ASEAN sur les services (AFAS), l'Accord sur le commerce des services de l'ASEAN (ATISA) et l'Accord global sur l'investissement de l'ASEAN (ACIA). L'annexe 2 contient une liste des instruments juridiques relatifs à la libéralisation du commerce des marchandises.<sup>4</sup>

2.5. En cas d'incompatibilité entre l'ATIGA et tout accord économique de l'ASEAN, l'ATIGA prévaudra (article 91). Il est prévu qu'un examen de l'ATIGA se fera sur une base biennale ou autre, selon ce qui sera approprié (article 95). Cet examen a lieu selon les prescriptions du Conseil de l'AFTA.

2.6. L'ASEAN est dotée d'une personnalité juridique en tant qu'organisation intergouvernementale (article 3 de la Charte de l'ASEAN).

2.7. Le tableau 2.1 énumère les accords commerciaux en vigueur auxquels les signataires de l'ATIGA sont également parties et qui leur accordent un traitement préférentiel.

**Tableau 2.1 Liste des accords en vigueur au 7 décembre 2023 qui se recoupent<sup>a</sup>**

Accord	Entrée en vigueur	Champ d'application	BRN	KHM	IDN	LAO	MYS	MMR	PHL	SGP	THA	VNM
D8-PTA [non notifié]	25-Août-22	M			X		X					
RCEP [non notifié]	01-Jan-22	M&S	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
ATISA [non notifié]	05-Avr-21	S	X	X	X	X	X	X	<sup>b</sup>	X	X	X
PTPGP	30-Déc-18	M&S	X				X			X		X
ACIA	29-Mar-12	Investissement	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
TPSEP	28-Mai-06	M&S	X							X		
AFAS	12-Août-98	S	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
RDP lao - Thaïlande	20-Juin-91	M				X					X	
SGPC	19-Avr-89	M			X		X	X	X	X	X	X

a Ne figurent que les ACR en vertu desquels le traitement préférentiel s'applique entre au moins deux parties à l'ATIGA. L'ATISA, l'ACIA, le D8-PTA et le RCEP n'ont pas été notifiés à l'OMC.

b En attente de ratification.

PTPGP Accord de partenariat transpacifique global et progressiste.

D8-PTA Developing-8 Preferential Trade Agreement (Accord commercial préférentiel entre huit pays en développement).

SGPC Système global de préférences commerciales entre pays en développement.

RCEP Partenariat économique régional global.

TPSEP Accord de partenariat économique transpacifique.

Source: Base de données de l'OMC sur les ACR et site Web du Secrétariat de l'ASEAN.

### 3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES

3.1. Outre les dispositions mentionnées ailleurs dans cette Présentation factuelle, les dispositions suivantes du GATT de 1994/de l'OMC sont pertinentes au regard de l'ATIGA:

- a. le principe du traitement national (article III du GATT) et la Partie I de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane<sup>5</sup> sont incorporés à l'Accord, *mutatis mutandis*. Une clause de

<sup>2</sup> L'échéance de 2008 du CEPT a par la suite été modifiée à 2003 et enfin à 2002. Source: ASEAN; voir l'adresse: [https://asean.org/wp-content/uploads/images/2015/april/information\\_on\\_average\\_tariffs/average%20CEPT-ATIGA%20tariff%20rates%201993-2015\\_1.pdf](https://asean.org/wp-content/uploads/images/2015/april/information_on_average_tariffs/average%20CEPT-ATIGA%20tariff%20rates%201993-2015_1.pdf).

<sup>3</sup> Le texte de la déclaration Bali Concord II peut être consulté à l'adresse suivante: <https://asean.org/speechandstatement/declaration-of-asean-concord-ii-bali-concord-ii/>. Les autres piliers sont les communautés politico-sécuritaire et socioculturelle de l'ASEAN.

<sup>4</sup> Pour les instruments juridiques dans le cadre de l'AEC, consulter l'adresse suivante: [https://agreement.asean.org/search/by\\_pillar/2.html](https://agreement.asean.org/search/by_pillar/2.html).

<sup>5</sup> Pour le Cambodge, la valeur en douane est également déterminée conformément à son Protocole d'accession à l'OMC.



l'effort maximal appelle à l'harmonisation des procédures et pratiques administratives connexes en matière d'évaluation en douane;

- b. les redevances et impositions liées à l'importation et à l'exportation, ainsi que les formalités de licences d'importation, sont appliquées conformément à l'article VIII du GATT et à l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation, respectivement. Les éléments des procédures de licences d'importation non automatiques qui sont restrictifs pour le commerce doivent être supprimés et, dans la mesure du possible, remplacés par des procédures de licences d'importation automatiques. Des lignes directrices pour la mise en œuvre des procédures de licences d'importation dans l'ASEAN ont été adoptées en 2011.<sup>6</sup> Les procédures de licences d'importation non automatiques sont mises en œuvre par chaque État Membre sur la base de sa réglementation nationale qui devrait être conforme aux règles de l'OMC.

3.2. Un produit originaire d'une Partie exportatrice ne peut bénéficier d'un traitement préférentiel sur un marché de l'ASEAN que si le droit d'importation de cette Partie pour ce même produit ne dépasse pas 20% (article 22). En 2021, le Brunéi Darussalam, le Myanmar, Singapour et la Thaïlande n'avaient aucun taux supérieur à 20%, tandis que pour les autres Parties cela concernait entre 26 et 72 lignes tarifaires.<sup>7</sup>

### 3.1 Droits et impositions et restrictions quantitatives à l'importation

#### 3.1.1 Dispositions générales

3.3. L'article 5 contient une clause NPF non automatique. En conséquence, si des engagements plus favorables sont accordés par une Partie à un pays tiers dans le cadre d'un autre ACR conclu après l'entrée en vigueur de l'ATIGA, les autres Parties peuvent demander que ceux-ci soient accordés à toutes les Parties dans le cadre de l'ATIGA, sous réserve de la décision unilatérale de la Partie concernée. Au mois de décembre 2023, cette disposition n'avait pas été invoquée.

3.4. Les restrictions quantitatives à l'importation sont interdites; l'article XI du GATT de 1994 est incorporé à l'Accord, *mutatis mutandis* (article 41).

3.5. Une base de données sur les mesures non tarifaires a été établie lors de l'entrée en vigueur de l'ATIGA.<sup>8</sup> Sur cette base, les disciplines suivantes s'appliquent (articles 40 et 42):

- a. les mesures non tarifaires sont interdites à moins qu'elles ne soient autorisées dans le cadre de l'OMC ou de l'ATIGA – à savoir des mesures conformes aux exceptions générales de l'article 8 de l'ATIGA (voir le paragraphe 4.6 ci-dessous) ou en rapport avec des accords internationaux sur les déchets dangereux ou les substances dangereuses; et
- b. en décembre 2023, des travaux sur l'élimination des obstacles non tarifaires ("ONT" autres que les restrictions quantitatives) étaient en cours.<sup>9</sup>

#### 3.1.2 Libéralisation des échanges et des lignes tarifaires<sup>10</sup>

3.6. L'élimination/la réduction des droits de douane (article 19 et Listes des Parties) devait être mise en œuvre lors de l'entrée en vigueur de l'ASEAN-6 et entre 2015 et 2018 pour le Cambodge,

<sup>6</sup> [https://asean.org/wp-content/uploads/2012/05/Guidelines\\_for\\_Implementation\\_of\\_Import\\_Licensing\\_Procedures\\_in\\_ASEAN\\_ILP\\_Guidelines.pdf](https://asean.org/wp-content/uploads/2012/05/Guidelines_for_Implementation_of_Import_Licensing_Procedures_in_ASEAN_ILP_Guidelines.pdf).

<sup>7</sup> Nombre de lignes par Partie: Cambodge 26; Indonésie 68 et 4 avec des taux spécifiques; RDP lao 30 et 13 lignes supplémentaires visant des produits dont l'importation est prohibée; Malaisie 12 et 58 avec des taux spécifiques; Philippines 9; Viet Nam 65.

<sup>8</sup> [https://atr.asean.org/links/search/?level=1&country\\_code=vn&id\\_topic=44](https://atr.asean.org/links/search/?level=1&country_code=vn&id_topic=44).

<sup>9</sup> Alors que l'élimination des ONT était agendée pour 2018 au plus tard.

<sup>10</sup> La nomenclature du SH 2017 a été utilisée pour créer les tableaux et les graphiques des Parties. Compte tenu du long calendrier de libéralisation de l'ASEAN, la libéralisation n'est présentée qu'à partir de 2021. Conformément à la pratique courante du Secrétariat dans le calcul des moyennes, la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte, tandis que les lignes tarifaires faisant l'objet de taux contingentaires et de droits spécifiques sont exclues. Les produits exclus de la libéralisation dans le cadre de l'ATIGA se voient attribués le taux NPF pendant toute la transition; il est donc possible que le nombre de lignes

la RDP lao, le Myanmar et le Viet Nam. Ces dates de référence générales sont toutefois modifiées comme suit:

- a. pour les pays du groupe CLMV, 2010 pour les "produits des technologies de l'information et de la communication" (TIC); 2012 pour les produits des "secteurs d'intégration prioritaires" (PIS)<sup>11</sup>; 2015 pour la RDP lao et le Myanmar et 2017 pour le Cambodge en ce qui concerne les "produits agricoles non transformés"; et pour le Viet Nam, 2010 pour le sucre et 2013 pour les autres produits;
- b. s'agissant des produits pétroliers, 2024 pour le Viet Nam et 2025 pour le Cambodge;
- c. pour la Thaïlande, une flexibilité était prévue jusqu'en 2015/18 en ce qui concerne les produits soumis à des contingents tarifaires.

3.7. Les droits de douane sur le commerce intra-ASEAN ont été éliminés sur l'essentiel des lignes tarifaires; les taux appliqués aux lignes restant passibles de droits vont de 5% à 35%, sauf pour les produits exclus de la libéralisation au titre de la Liste d'exclusions générales ("dans la Liste H des Parties").<sup>12</sup> Les droits de douane ont été réduits et éliminés par rapport au taux de base du CEPT à l'entrée en vigueur de l'ATIGA. Au mois de décembre 2023, un processus visant à actualiser l'ATIGA était en cours.

### 3.1.3 Calendrier de libéralisation

3.8. La nomenclature tarifaire harmonisée de l'ASEAN/ATIGA (SH 2017) comprend 10 813 lignes à huit chiffres.<sup>13</sup> Les Parties appliquent mutuellement un calendrier commun de libéralisation/réduction.

3.9. Le tableau 3.1 résume la libéralisation dans le cadre de l'ATIGA: le Brunéi Darussalam et Singapour ont complètement éliminé les droits de douane; le pourcentage de lignes restant passibles de droits pour les autres Parties va de 0,1% pour la Thaïlande à 3,3% pour la RDP lao. C'est aussi aux Philippines que le pourcentage des importations bénéficiant d'une libéralisation complète est le plus faible (26% des importations en provenance du Myanmar). On trouvera à l'annexe 1 des détails supplémentaires sur l'élimination des droits de douane et les valeurs moyennes correspondantes des échanges. L'annexe 4 compare la libéralisation dans le cadre de l'ATIGA avec d'autres ACR se recoupant.<sup>14</sup>

---

de chaque catégorie dans le cadre de l'ATIGA ne coïncide pas pleinement avec le calendrier de libéralisation présenté par le Secrétariat. Pour la Malaisie, le Myanmar et le Viet Nam, le taux NPF et/ou les importations au niveau des positions à dix chiffres ont été agrégés au niveau des positions à huit chiffres pour correspondre aux droits préférentiels.

<sup>11</sup> Il y a neuf PIS pour les marchandises: les produits à base agricole, les automobiles, l'e-ASEAN, l'électronique, les produits de la pêche, les produits de santé, les produits à base de caoutchouc, les textiles et vêtements, les produits du bois. Trois secteurs concernent les services – le transport aérien, le tourisme et la logistique. La liste des produits peut être consultée à l'adresse suivante: <https://asean.org/wp-content/uploads/images/archive/12%20Product%20Universe.pdf>.

<sup>12</sup> En 2021, aucune ligne n'a été exclue pour le Brunéi Darussalam, la Thaïlande et Singapour; le Cambodge, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines et le Viet Nam en ont exclu moins de 1%; l'Indonésie en a exclu 1% et la RDP lao 2%. Toutes les lignes du Brunéi relevant de la Liste d'exclusions générales (moins de 1% de l'ensemble de ses lignes) et certaines lignes du Viet Nam étaient en franchise de droits sur une base NPF en 2021.

<sup>13</sup> Tous les droits de douane du Myanmar et des Philippines sont *ad valorem*; le Brunéi Darussalam, le Cambodge, l'Indonésie et Singapour ont entre 4 et 61 lignes tarifaires non *ad valorem*; pour la Malaisie, le Viet Nam et la Thaïlande, cela concerne respectivement 110, 230 et 860 lignes. La RDP lao a 13 lignes visant des produits dont l'importation est prohibée.

<sup>14</sup> Lorsqu'il y avait plusieurs ACR se recoupant, les données relatives à l'ACR accordant le traitement le plus favorable ont été utilisées, si elles étaient disponibles – ici, le PTPGP dans tous les cas. Une fois la mise en œuvre des deux ACR terminée, la libéralisation du Viet Nam sera plus importante dans le cadre de l'ATIGA; pour la Malaisie, la libéralisation du PTPGP sera plus importante; le Brunéi Darussalam et Singapour élimineront tous les droits de douane dans le cadre des deux ACR.

**Tableau 3.1 Engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeurs moyennes correspondantes des échanges**

Partie et Période d'élimination progressive des droits	% Lignes tarifaires	% Importations en provenance du partenaire de l'ATIGA 2018-2020									
		BRN	KHM	IDN	LAO	MYS	MMR	PHL	SGP	THA	VNM
Brunéi Darussalam											
Franchise de droits NPF (2021)	95,6		99,9	96,6	100,0	93,4	95,7	97,1	67,3	97,1	95,9
2021	4,4		0,1	3,4		6,6	4,3	2,9	32,7	2,9	4,1
Cambodge											
Franchise de droits NPF (2021)	14,6			41,5	2,9	6,5	0,6	9,1	37,5	23,1	22,6
2021	84	100,0		58,1	96,6	72,0	99,3	90,1	33,4	59,8	60,7
2025	0,2			0,4		21,6	0,1	0,5	29,1	16,8	16,7
Restent passibles de droits	1,2			0,0	0,5	0,0		0,4	0,0	0,3	0,0
Indonésie											
Franchise de droits NPF (2021)	12	53,1	1,7		93,4	45,1	1,4	14,1	65,4	13,1	24,7
2021	86,8	46,9	98,3		6,6	54,9	80,9	84,7	34,5	72,6	71,3
Restent passibles de droits	1,2		0,0		0,0	0,0	17,8	1,2	0,1	14,3	4,0
RDP lao											
Franchise de droits NPF (2021)	5,5		0,0	47,0		4,6	12,2	0,4	2,3	2,7	2,6
2021	91,2	100,0	98,7	53,0		95,0	39,7	99,6	97,0	93,1	91,7
Restent passibles de droits*	3,3		1,3	0,0		0,4	48,1		0,7	4,2	5,5
Malaisie											
Franchise de droits NPF (2021)	57,4	98,8	73,9	64,4	77,0		83,1	86,7	90,3	61,9	66,5
2021	41,3	1,2	4,9	34,0	22,3		8,9	11,0	9,3	36,6	29,3
Restent passibles de droits	1,3	0,0	21,1	1,6	0,7		8,0	2,4	0,4	1,5	4,3
Myanmar											
Franchise de droits NPF (2021)	4,9	0,0	11,2	1,9	85,9	5,8		0,6	1,9	8,4	2,4
2021	94,5	100,0	88,8	98,1	14,1	94,2		99,4	98,1	91,5	97,6
Restent passibles de droits	0,6			0,0		0,0			0,0	0,1	0,0
Les Philippines											
Franchise de droits NPF (2021)	14,3	89,4	19,9	4,4	0,6	40,0	1,8		60,9	19,3	33,2
2021	85	10,6	80,0	95,1	99,4	59,9	24,3		39,1	75,6	47,5
Restent passibles de droits	0,7		0,1	0,5		0,1	74,0		0,0	5,1	19,3
Singapour											
Franchise de droits NPF (2021)	99,96	100,00	99,96	99,99	99,99	99,95	99,97	99,99		99,92	99,62
2021	0,04		0,04	0,01	0,01	0,05	0,03	0,01		0,08	0,38
Thaïlande											
Franchise de droits NPF (2021)	30,4	99,1	55,7	46,9	86,4	58,5	85,6	62,1	53,0		36,9
2021	69,4	0,9	44,3	53,0	13,2	41,4	14,4	37,9	47,0		61,6
Restent passibles de droits	0,1			0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0		1,5
Viet Nam											
Franchise de droits NPF (2021)	29,2	67,1	11,0	19,5	29,2	33,7	50,6	71,2	37,1	22,7	
2021	69,4	32,5	84,3	79,0	67,7	65,4	47,0	27,9	60,3	75,1	
2024	0,2	0,4	0,0	0,7	0,0	0,6	0,0	0,4	2,5	0,1	
Restent passibles de droits	1,3	0,0	4,7	0,8	3,1	0,3	2,4	0,5	0,0	2,1	

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités des Parties, le Secrétariat de l'ASEAN, l'ASEANStats et la BDI de l'OMC.

3.10. En 2021, le pourcentage des lignes tarifaires en franchise de droits NPF des Parties va de la quasi-totalité des lignes dans le cas de Singapour à environ 5% au Myanmar. En 2021, toutes les Parties, à l'exception de la RDP lao, appliquaient la franchise de droits à plus de 98% des lignes de leurs tarifs douaniers. La couverture correspondante s'agissant des importations moyennes pendant la période 2018-2020 était inférieure à 80% uniquement pour les importations du Cambodge en provenance de la Malaisie et de Singapour; les importations de la RDP lao en provenance du Myanmar; les importations de la Malaisie en provenance du Cambodge; et les importations des Philippines en provenance du Myanmar et de la Thaïlande. À la fin de la période de mise en œuvre

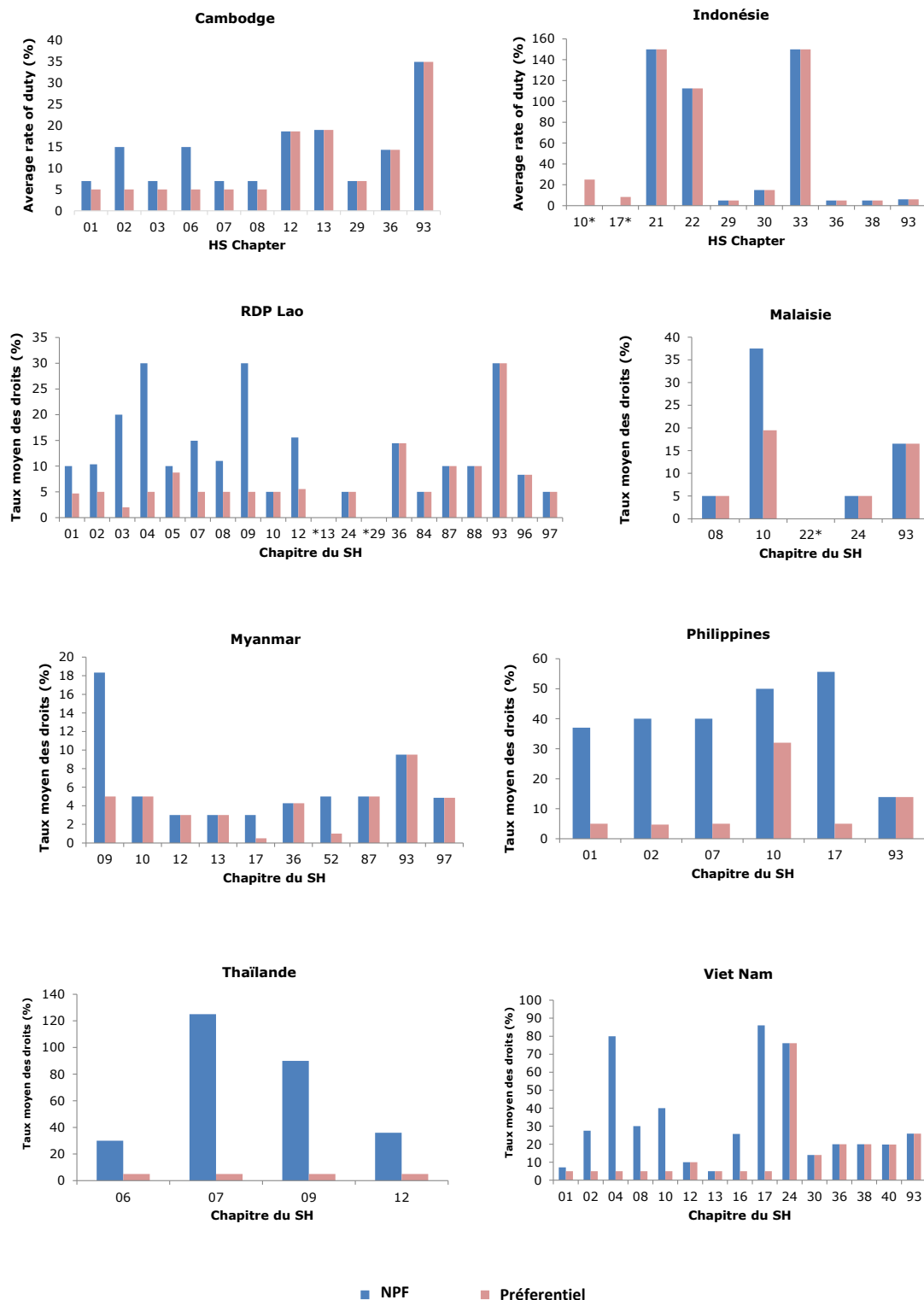
(2021 pour tous les pays, mis à part 2025 pour le Cambodge et 2024 pour le Viet Nam), la RDP lao enregistrait le plus faible pourcentage de lignes tarifaires en franchise de droits avec 96,7%; pour toutes les autres Parties, ce pourcentage était supérieur à 98%. Les seuls pays dont les importations visées par ces droits restent inférieures à 90% sont les importations de l'Indonésie en provenance du Myanmar et de la Thaïlande, les importations de la RDP lao en provenance du Myanmar et les importations du Myanmar en provenance des Philippines (26% dans ce dernier cas). Conformément à la flexibilité prévue par l'ATIGA, des périodes de transition plus longues s'appliquent pour le Cambodge (2025) et le Viet Nam (2024).<sup>15</sup>

3.11. Au terme de la mise en œuvre, les produits restant passibles de droits relèvent des sections I-II, IV, VI-VII, XI, XVI XVII, XIX et XXI du SH, avec des droits non nuls moyens allant de 0,5% (importations du Myanmar et des Philippines de préparations alimentaires relevant de la section IV du SH) à 107,3% (importations par l'Indonésie également de produits relevant de la section IV du SH). C'est dans les sections II (légumes) et XIX (armes et munitions) du SH que la fréquence des lignes restant passibles de droits est la plus élevée, tandis que quatre sections du SH restent passibles de droits uniquement dans une Partie: la VII au Viet Nam, la XI au Myanmar et la XVI et la XX en RDP lao. Comme indiqué au paragraphe 3.6 b. ci-dessus, la période de transition la plus longue s'appliquera aux produits pétroliers au Cambodge et au Viet Nam. L'annexe 1 (tableau A1. 2) contient des renseignements détaillés sur l'élimination des droits de douane par section du SH.

3.12. Le graphique 3.1 montre que les lignes restant passibles de droits concernent 30 chapitres. Les armes et munitions (chapitre 93) sont les produits qui restent le plus fréquemment passibles de droits (dans sept Parties); dans les chapitres 05, 16, 21, 33, 40, 52, 84, 88 et 96 figurent des produits qui sont passibles de droits uniquement dans une Partie à l'ATIGA. Le traitement préférentiel est accordé dans 14 chapitres agricoles (1-10, 12, 16, 17 et 52), tandis que le taux NPF est appliqué dans 19 chapitres, y compris les produits agricoles et les produits industriels.<sup>16</sup> La Thaïlande et les Philippines affichent la fréquence la plus élevée de chapitres dans lesquels un traitement préférentiel est accordé, tandis que la Malaisie et l'Indonésie affichent la fréquence la plus basse. En Indonésie, un taux préférentiel *ad valorem* est appliqué aux chapitres 10 et 17, tandis qu'un taux spécifique s'applique au commerce en régime NPF.

<sup>15</sup> Le Viet Nam a confirmé qu'un régime préférentiel en franchise de droits s'applique depuis 2007 à plus de 200 lignes tarifaires du secteur automobile qui bénéficiaient d'une flexibilité dans le cadre du régime "à l'état complètement démonté".

<sup>16</sup> Pour les produits des chapitres 8, 10 et 12, les taux préférentiels ou NPF s'appliquent selon la Partie.

**Graphique 3.1 Parties à l'ATIGA: moyenne des droits non nuls, par chapitre du SH**

\* Droits spécifiques.

Note: RDP lao: lignes tarifaires concernant des produits inscrits aux chapitres 13 et 29 du SH dont l'importation est prohibée.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les Autorités, le Secrétariat de l'ASEAN et l'OMC.

### 3.1.4 Contingents tarifaires

3.13. Initialement, seuls la Thaïlande et le Viet Nam appliquaient des contingents tarifaires. Ceux de la Thaïlande ont été éliminés en 2010 et ceux du Viet Nam le 1<sup>er</sup> janvier 2020.<sup>17</sup> Les contingents tarifaires qui visent les produits relevant de la Liste d'exclusions générales restent autorisés (il s'agit des contingents tarifaires de l'OMC).

### 3.2 Règles d'origine

3.14. Les règles d'origine sont traitées dans le chapitre 3. Un traitement préférentiel est accordé aux produits originaires d'une Partie à l'ASEAN. Les produits originaires sont ceux qui sont entièrement obtenus ou fabriqués sur le territoire d'une Partie à l'ASEAN, ainsi que ceux :

- a. dont la teneur en éléments originaires de l'ASEAN ou la teneur en valeur régionale (TVR) minimale est de 40%;<sup>18</sup> ou
- b. pour lesquels toutes les matières non originaires utilisées dans la production ont fait l'objet d'un changement de position tarifaire (CP); ou
- c. qui sont conformes aux prescriptions par produit de l'annexe 3 de l'ATIGA. En particulier, l'appendice 1 contient des règles par processus qui s'appliquent aux produits textiles.

3.15. L'ATIGA prévoit le cumul bilatéral. Le principe d'absorption est incorporé dans ses règles d'origine, mais modulé comme suit (article 30 et annexe 6) :

- a. absorption totale pour les produits qui satisfont au seuil de 40% de TVR; et
- b. pour les matières ayant une TVR égale ou supérieure à 20%, seule la TVR originaire peut être cumulée. Toutefois, lorsqu'ils sont exportés, ces produits/matériaux faisant l'objet du cumul partiel ne bénéficient pas d'un traitement préférentiel.

3.16. Une règle de *minimis*/de tolérance s'applique pour que le produit soit considéré comme étant originaire si la valeur des matières non originaires ne faisant pas l'objet d'un changement de position tarifaire ne dépasse pas 10% de la valeur f.a.b. du produit. Il n'y a aucune exclusion sectorielle dans le cadre de cette flexibilité.

3.17. Le perfectionnement passif n'est pas autorisé.

3.18. Le transport direct est la règle. Le transit par des pays non signataires est autorisé à condition qu'il puisse être justifié, et que le produit n'ait ni fait l'objet d'un commerce ou d'une consommation, ni n'ait subi d'autres opérations que le déchargement, le rechargement ou toute autre opération destinée à assurer sa conservation en l'état.

3.19. Un Sous-Comité des règles d'origine est institué (article 39).

### 3.3 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'exportation

3.20. Pour les redevances et impositions liées aux exportations, voir le paragraphe 3.1 ci-dessus. Pour les disciplines relatives aux mesures non tarifaires liées aux exportations, voir le paragraphe 3.5 ci-dessus.

---

<sup>17</sup> La date d'élimination des contingents tarifaires appliqués par le Viet Nam était initialement 2018. La Thaïlande appliquait des contingents tarifaires à 97 lignes tarifaires (SH 2017); dès leur élimination, 88 lignes sont passées en franchise de droits et 9 ont été soumises à un taux de droit de 5%. Le Viet Nam appliquait des contingents tarifaires à 31 lignes tarifaires, dont 13 (tabacs relevant de la position 2401 du SH) figuraient dans la Liste d'exclusions générales et étaient donc exclues de toute réduction/libéralisation. Depuis 2020, 7 lignes tarifaires sont en franchise de droits, 11 sont soumises à un droit de 15% et les 13 lignes concernant le tabac sont frappées d'un taux de droit de 30% (égal au taux contingentaire du contingent tarifaire du Viet Nam dans le cadre de l'OMC).

<sup>18</sup> La formule TVR est calculée au moyen d'une méthode directe ou indirecte, spécifique, indiquée à l'article 29. Chaque Partie définit une seule méthode de calcul de la TVR et s'y conforme.

3.21. Les droits à l'exportation sur les échanges mutuels ne sont pas autorisés au titre de l'Accord (article 2.3). Les disciplines du GATT de 1994 relatives à l'interdiction générale des restrictions quantitatives sont intégrées à l'Accord, *mutatis mutandis*.

### **3.4 Dispositions réglementaires relatives au commerce des marchandises**

#### **3.4.1 Normes**

##### **3.4.1.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires**

3.22. Le chapitre 8 traite des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS). Les instruments juridiques des Parties relatifs à l'application des mesures SPS sont énumérés à l'annexe 9 de l'ATIGA; tout changement à cet égard doit être notifié conformément aux dispositions de l'ATIGA relatives à la transparence.<sup>19</sup>

3.23. Les Parties réaffirment leurs droits et obligations aux termes de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC (article 81). En outre, au regard de l'ATIGA:

- a. une notification sera présentée en cas de crise liée à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de foyer parasitaire ou d'épidémie et/ou en cas d'application provisoire d'une mesure SPS visant ou affectant les exportations d'une Partie. Tous les points de contact et le Secrétariat de l'ASEAN seront notifiés;
- b. une clause de l'effort maximal prévoit que la Partie exportatrice informe la Partie importatrice dans les cas où un envoi potentiellement associé à un risque SPS important pourrait avoir été exporté;
- c. la coopération en matière d'accords d'équivalence et de reconnaissance mutuelle est encouragée (article 84). Des travaux sont actuellement menés sur l'harmonisation des normes relatives aux préparations alimentaires, l'accent étant mis sur la sécurité sanitaire b. des produits alimentaires, à savoir les additifs alimentaires, les contaminants et les matériaux en contact avec les aliments (voir également le paragraphe 3.28 b ci-dessous). Un accord de reconnaissance mutuelle sur un système d'inspection et de certification concernant l'hygiène alimentaire a été mis en œuvre.

3.24. Les Parties ont établi des points de contact; ceux-ci figurent à l'annexe 10.

3.25. Le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'ASEAN surveille la mise en œuvre du chapitre (article 82); il se réunit au moins une fois par an.

##### **3.4.1.2 Obstacles techniques au commerce**

3.26. Les normes, les règlements techniques et l'évaluation de la conformité sont traités au chapitre 7 et conformément à de nombreux instruments juridiques négociés dans le cadre de l'ASEAN.

3.27. Les Parties réaffirment leurs droits et obligations au titre de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce ("OTC", article 73). En outre, au regard de l'ATIGA:

- a. les Parties sont encouragées à utiliser les normes internationales lorsqu'il y a besoin d'un règlement technique de manière urgente; et
- b. le "délai raisonnable" de l'Accord de l'OMC entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur s'entend comme une période d'au moins six mois.

---

<sup>19</sup> Une liste actualisée des instruments juridiques des Parties est disponible à l'adresse suivante: <https://www.enterprisesg.gov.sg/-/media/esg/files/non-financial-assistance/for-companies/free-trade-agreements/asean-fta/legal-text/asean-trade-in-goods-agreement/Annex9 List of Laws Regulations and Procedures for Application of SPS Measures>.

3.28. Bien que ni l'harmonisation ni la reconnaissance mutuelle ne soient obligatoires au titre de l'Accord, elles sont toutefois encouragées. Dans ce contexte:

- a. des régimes réglementaires harmonisés sont en vigueur pour les dispositifs médicaux, le matériel électrique et électronique et les cosmétiques (depuis 2015, 2012 et 2003, respectivement);
- b. des ARM sont en vigueur pour l'équipement électrique et électronique; l'inspection des bonnes pratiques de fabrication des fabricants de médicaments; les rapports d'étude de bioéquivalence des médicaments génériques; les systèmes d'inspection et de certification de l'hygiène alimentaire pour les préparations alimentaires; et l'homologation des produits automobiles<sup>20</sup>;
- c. pour les produits visés aux points a. et b. ci-dessus, la reconnaissance mutuelle des résultats de l'évaluation de la conformité délivrée par les organismes accrédités est en place;
- d. un accord de reconnaissance mutuelle sur les matériaux de construction a été mis au point mais il n'était pas encore en vigueur en décembre 2023. Deux accords-cadres de l'ANASE –sur les médecines traditionnelles et sur les compléments alimentaires- assurent l'harmonisation des prescriptions techniques dans ces secteurs; et
- e. un système de surveillance après la mise sur le marché dans le cadre duquel les Parties veillent à ce que ces produits mis sur le marché soient conformes aux prescriptions pertinentes est en place.

3.29. Le Comité consultatif de l'ASEAN pour les normes et la qualité, qui se réunit deux fois par an, surveille la mise en œuvre des activités liées aux OTC (article 78). Le Comité apporte également son soutien et sa coopération dans le cadre du réseau d'ALE de l'ASEAN, y compris dans les programmes de renforcement des capacités et de renforcement institutionnel.

### **3.4.2 Mécanismes de sauvegarde**

#### **3.4.2.1 Sauvegardes globales**

3.30. Les droits et obligations des Parties en ce qui concerne les mesures de sauvegarde au titre des Accords de l'OMC pertinents (Accord sur les sauvegardes et article 5 de l'Accord sur l'agriculture) sont maintenus (article 86).

#### **3.4.2.2 Sauvegardes bilatérales**

3.31. Le fonctionnement des dispositions de l'ATIGA relatives à la suspension temporaire ou à la modification de concessions (article 23) est similaire à celui d'une mesure de sauvegarde bilatérale. Elles peuvent être appliquées dans des circonstances exceptionnelles, sous réserve d'une notification préalable de 180 jours. Des négociations et des consultations sont prévues avec les parties intéressées<sup>21</sup>, dans le but de convenir de mesures compensatoires – qui doivent être mises en œuvre sur une base NPF entre les parties. La concession tarifaire initiale doit être rétablie lorsque ces circonstances exceptionnelles cessent d'exister.

3.32. Le Conseil de l'AFTA doit surveiller cette procédure; il formulera également une recommandation si aucun accord sur des mesures compensatoires n'est trouvé. Des mesures de rétorsion peuvent être prises en dernier ressort.

---

<sup>20</sup> L'Accord-cadre de l'ASEAN sur les ARM, en vigueur depuis 2009, oriente ces travaux. Le premier ARM est entré en vigueur en 2002. L'accord-cadre ainsi que l'accord de reconnaissance mutuelle concernant l'inspection des bonnes pratiques de fabrication des fabricants de médicaments ont été actualisés mais n'étaient pas encore en vigueur en décembre 2023.

<sup>21</sup> Les parties ayant un "intérêt substantiel comme fournisseur" – définies comme celles ayant détenu 20% des parts du marché des importations de l'ASEAN au cours des trois années précédentes – ont le droit de négocier.



3.33. Au mois de décembre 2023, cette disposition n'avait pas encore été invoquée.

### 3.4.2.3 Sauvegardes spéciales pour le riz et le sucre

3.34. Des sauvegardes spéciales sont prévues pour le riz et le sucre, conformément au *Protocole pour accorder une attention spéciale au riz et au sucre*, tel que modifié en 2010. Le Protocole autorise l'imposition de mesures de sauvegarde lorsque les importations sont supérieures à un niveau de déclenchement, défini conformément à une formule convenue. Parmi les mesures autorisées figurent la suspension temporaire de concessions jusqu'au niveau NPF et l'imposition de restrictions quantitatives pour protéger les réserves monétaires. L'ATIGA précise que "d'autres éléments des sauvegardes spéciales telles que la durée et la notification devraient être compatibles avec l'OMC". Toutefois, contrairement aux disciplines de l'OMC, aucune compensation n'est prévue – bien que d'autres mesures puissent être envisagées.<sup>22</sup>

3.35. L'invocation et le suivi de ce mécanisme, y compris un examen annuel des mesures sur la base d'un rapport établi par la Partie qui applique la mesure, sont gérés par le Conseil de l'AFTA.

3.36. Au mois de décembre 2023, l'Indonésie avait souhaité invoquer le Protocole au sujet des produits à base de riz et de sucre, de même que les Philippines au sujet des produits à base de riz.

### 3.4.2.4 Mesures de sauvegarde à des fins de balance des paiements

3.37. Les disciplines concernant les sauvegardes relatives à la balance des paiements sont celles des articles XII du GATT et du Mémorandum d'accord y relatif (article 10). Les dispositions de l'article XVIII du GATT s'appliquent, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 4.5 ci-dessous.

### 3.4.3 Mesures antidumping et compensatoires

3.38. L'application de mesures antidumping et de mesures compensatoires est conforme aux articles VI et XVI du GATT de 1994 et à l'Accord sur les mesures antidumping ainsi qu'à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC) de l'OMC.

### 3.4.4 Subventions et aides publiques

3.39. Les Parties réaffirment leurs droits et obligations au titre de l'article XVI du GATT de 1994 et de l'Accord SMC de l'OMC.

3.40. L'Accord ne contient pas de disposition relative aux aides publiques.

### 3.4.5 Procédures douanières et facilitation des échanges

3.41. Les dispositions relatives à l'octroi du traitement préférentiel sont traitées dans le chapitre sur les règles d'origine (article 38) et dans les annexes 7 et 8 de l'ATIGA.<sup>23</sup> Les procédures de certification ont été simplifiées depuis le 1<sup>er</sup> mai 2022. Le tableau 3.2 résume les procédures douanières de l'ATIGA.

**Tableau 3.2: Résumé des procédures douanières**

Domaine	Dispositions de l'ATIGA
<b>Preuve de l'origine</b> (durée de validité de 12 mois)	
Certificat d'origine	"Formulaire D" (papier/électronique) délivré par l'Autorité de délivrance du pays exportateur.
Déclaration d'origine	Délivrée directement par un exportateur agréé. Aucun format prescrit, mais certaines données exigées sont mentionnées (Règle 12B).

<sup>22</sup> Telles que des mesures visant à assurer un accès continu aux marchés pour le produit en question.

<sup>23</sup> Conformément au *premier Protocole de modification de l'ATIGA* de 2019 et aux annexes 7 et 8 révisées de l'ATIGA (approuvées à la 35<sup>ème</sup> réunion du Conseil de l'AFTA en septembre 2021 et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2022); voir [AFTA Annex7 ATIGA CO Form D and its Overleaf Notes.pdf](#) ([enterprisesg.gov.sg](#)) et [AFTA Annex8 Operational Certification Procedures for the Rules of Origin under Chap3.pdf](#) ([enterprisesg.gov.sg](#)).

Domaine	Dispositions de l'ATIGA
Exportateur agréé	Désigné par l'autorité compétente de la Partie exportatrice.
Exemption de la preuve de l'origine	Importations de colis privés inférieurs à 200 USD.
<b>Procédures de vérification (dans un délai de 180 jours)</b>	
Comptabilité	Inspection de la déclaration de coûts du producteur/de l'exportateur par les autorités des Parties exportatrices.
Vérification sur place	Visites de vérification par l'autorité de la Partie importatrice avec le consentement de l'exportateur/du producteur.
Dispositions relatives au réexamen, au recours et aux sanctions	Règles 19:9 et 24 de l'annexe 8. Facilitation des échanges: articles 118:3 c) et 118:1 g); Origine: articles 31 et 32

Source: Texte révisé des annexes 7 et 8 de l'ATIGA.

3.42. Les disciplines relatives à la facilitation des échanges qui correspondent à celles de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) sont traitées dans les chapitres 5 et 6.<sup>24</sup>

3.43. L'ATIGA a prévu l'adoption d'un programme de travail sur les mesures de facilitation des échanges et une évaluation biennale des mesures mises en œuvre. Par conséquent, plusieurs instruments ont été adoptés depuis le programme de travail initial convenu en 2008.<sup>25</sup> Le Comité consultatif conjoint de l'ASEAN sur la facilitation des échanges (article 50) soutient et suit les progrès accomplis, sur la base du Cadre de la facilitation des échanges de l'ASEAN de 2016 et du Plan d'action stratégique de l'AEC pour la facilitation des échanges (2017-2025).<sup>26</sup>

3.44. Sous les auspices de l'Accord de l'ASEAN sur les douanes, en vigueur depuis novembre 2014, les procédures et contrôles douaniers ont été harmonisés. Parmi les autres mesures de facilitation des échanges mises en œuvre figurent la nomenclature tarifaire harmonisée de l'ASEAN, un système de transit douanier, l'Accord-cadre de l'ASEAN sur la facilitation du transit des marchandises et le guichet unique de l'ASEAN reliant les guichets uniques nationaux des Parties. En outre, les disciplines ci-après vont au-delà de celles de l'AFE:

- a. les décisions anticipées sont généralement valables trois ans à compter de la date de la décision (article 62, dans l'AFE, elles sont valables "pendant un délai raisonnable");
- b. en encourageant les Parties à négocier la reconnaissance mutuelle du statut d'opérateur économique agréé et des contrôles douaniers; et
- c. en encourageant la création de mécanismes de dédouanement des envois en exprès.

### 3.5 Dispositions sectorielles relatives au commerce des marchandises

#### 3.5.1 Agriculture

3.45. Le *Mémorandum d'accord sur la promotion de la coopération dans le domaine de l'agriculture et des produits forestiers de l'ASEAN*, en vigueur depuis octobre 2019 donne un cadre aux Parties pour promouvoir les efforts conjoints visant à améliorer la compétitivité des produits agricoles et forestiers de l'ASEAN, y compris la négociation, les accords collectifs et le traitement des questions et problèmes qui se posent aux États membres sur les marchés internationaux.

3.46. En vertu de l'Accord de 1979 relatif à la réserve de sécurité alimentaire de l'ASEAN, tel que modifié en 1997, sept Parties ont mis de côté une certaine quantité de riz pour constituer les réserves

<sup>24</sup> La portée de ces chapitres va au-delà de celle de l'AFE et englobe les procédures douanières, les réglementations et procédures commerciales, les normes et la conformité, les mesures SPS et le guichet unique de l'ASEAN.

<sup>25</sup> Un panorama complet des initiatives de l'ASEAN en matière de facilitation des échanges et des documents clés figure à l'adresse suivante: <https://asean.org/our-communities/economic-community/trade-facilitation/>.

<sup>26</sup> Parmi les objectifs du Cadre de la facilitation des échanges de l'ASEAN figurent, par exemple, la réduction des coûts des transactions commerciales de 10% d'ici à 2020 et le doublement des échanges intra-ASEAN entre 2017 et 2025.

d'urgence de riz de l'ASEAN.<sup>27</sup> En 2011, l'accord sur les réserves de riz de l'ASEAN+3 (APTERR) a été conclu entre les États membres de l'ASEAN et la Chine, le Japon et la République de Corée, en vue d'assurer la sécurité alimentaire dans la région de l'ASEAN+3.<sup>28</sup>

## 4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

### 4.1 Transparence

4.1. Les articles 11 à 15 de l'ATIGA portent sur les questions de transparence pour l'ensemble de l'Accord. La nécessité de notifier toute action ou mesure susceptible d'annuler ou de compromettre les avantages que confère l'ATIGA aux Parties ou d'entraver la réalisation de l'un de ses objectifs est mise en avant. Une liste exemplative des mesures à notifier figure à l'annexe 1 de l'ATIGA.

4.2. La règle générale établit un délai de notification préalable de 60 jours et la tenue de discussions à la demande d'une Partie intéressée. Le Secrétariat de l'ASEAN servira de répertoire central des notifications. La nature confidentielle des informations est garantie. Toutefois, la confidentialité ne s'applique pas aux questions visées au chapitre 6 (Douanes).

4.3. Les lois et procédures commerciales et douanières des Parties peuvent être consultées au Centre d'information sur le commerce de l'ASEAN.<sup>29</sup>

4.4. Les disciplines du GATT de 1994 relatives à la publication et à l'application des règlements relatifs au commerce (article X) sont intégrées à l'Accord, *mutatis mutandis*.

### 4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux

4.5. Il sera dérogé aux restrictions de change en ce qui concerne les paiements pour les produits relevant de l'ATIGA, sous réserve des exceptions prévues à l'article XVIII du GATT de 1994 (article 43).

### 4.3 Exceptions

4.6. Les exceptions générales et concernant la sécurité sont similaires à celles énoncées aux articles XX et XXI du GATT de 1994 (articles 8 et 9). Les exceptions concernant la sécurité sont élargies de façon à couvrir également les mesures prises pour protéger les infrastructures publiques essentielles contre les tentatives délibérées visant à les mettre hors d'état de fonctionner ou à les dégrader.

### 4.4 Adhésion et retrait

4.7. L'ATIGA ne contient aucune disposition sur l'adhésion ou le retrait.

### 4.5 Cadre institutionnel

4.8. Le cadre institutionnel de l'ASEAN se compose de divers organes, dont bon nombre ont été établis dans le cadre de la Charte de l'ASEAN. Le Sommet de l'ASEAN en est l'organe suprême et définit les orientations; il rassemble les chefs d'État ou de gouvernement des Parties et se réunit deux fois par an. Le Conseil de coordination de l'ASEAN, composé des Ministres des affaires étrangères de l'ASEAN, se réunit au moins deux fois par an, notamment pour préparer les sommets (Charte de l'ASEAN, chapitre IV sur les organes).<sup>30</sup>

4.9. Dans le contexte ATIGA/Communauté économique de l'ASEAN (AEC), les organes suivants sont pertinents:

---

<sup>27</sup> Les réserves s'élèvent à 67 000 tonnes métriques de riz.

<sup>28</sup> En 2022-2023, un total de 10 000 tonnes métriques de riz provenant des contributions combinées des États+3 ont été distribuées au Cambodge, à la RDP lao, au Myanmar et aux Philippines pour répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire des personnes touchées par des catastrophes.

<sup>29</sup> <https://atr.asean.org/>.

<sup>30</sup> <https://asean.org/wp-content/uploads/2021/09/21069.pdf>.

- a. le Conseil de l'AFTA, composé d'un ministre de chacune des Parties et du Secrétaire général de l'ASEAN, et le Conseil de l'AEC, chargé d'assurer la mise en œuvre des décisions prises lors du Sommet de l'ASEAN qui concernent l'AEC;
- b. la Réunion des hauts fonctionnaires chargés de l'économie (SEOM), qui soutient le Conseil de l'AFTA et peut créer des organes, et le Comité de coordination de la mise en œuvre de l'ATIGA (CCA). Conjointement, et avec l'assistance d'organismes et de comités techniques, ils assurent la mise en œuvre effective de l'ATIGA;
- c. le Comité plénier pour l'AEC, établi en 2009, qui se réunit tous les ans. Celui-ci joue un rôle de plate-forme pour diffuser l'avancement de la mise en œuvre de l'AEC et le programme de l'année ainsi que pour identifier les domaines de collaboration/coopération transversales. Il est composé de la SEOM, des Présidents des organes sectoriels, de la Réunion des hauts fonctionnaires, du Comité des hauts fonctionnaires du Conseil de la Communauté socioculturelle de l'ASEAN et du Comité des représentants permanents à l'ASEAN. Le Président du Conseil consultatif des entreprises de l'ASEAN est également régulièrement invité à participer;
- d. l'Équipe spéciale de haut niveau sur l'intégration économique (HLTF-EI), créée en 2003, qui fournit des conseils et des contributions stratégiques concernant l'intégration économique régionale dans l'ASEAN et au-delà.

4.10. Une unité nationale de l'AFTA est établie sur le territoire de chaque Partie à l'ASEAN, et sert de point de contact pour la coordination de la mise en œuvre de l'ATIGA.

4.11. Le Secrétariat de l'ASEAN aide les États membres de l'ASEAN à mettre en œuvre les accords et décisions de l'ASEAN. Dans le contexte de l'ATIGA, il surveille et fait régulièrement rapport au Conseil de l'AFTA sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'ATIGA. Son Secrétaire général est désigné pour un mandat non renouvelable de cinq ans, assisté par quatre Secrétaires généraux adjoints.

#### 4.6 Règlement des différends

4.12. L'ATIGA prévoit des mécanismes à la fois contraignants et non contraignants pour régler les différends liés au commerce (articles 88 et 89), comme suit:

- a. le Protocole de l'ASEAN sur le mécanisme renforcé de règlement des différends est un mécanisme conçu sur le modèle du règlement des différends de l'OMC. Il s'applique à tout différend découlant de l'interprétation ou de l'application de l'ATIGA; et
- b. des mécanismes favorisant une résolution plus rapide, mais consultatifs et non contraignants: les Consultations de l'ASEAN visant à résoudre les problèmes liés au commerce et à l'investissement et l'Organe de contrôle du respect des règles de l'ASEAN (ACB), tous deux établis dans le cadre de la déclaration Bali Concord II. Le premier est un mécanisme consultatif non contraignant en ligne reliant un réseau de points de contact gouvernementaux des Parties à l'ASEAN, et le second prévoit une décision par des pairs membres de l'ACB, étrangers au différend. La Solution de l'ASEAN pour l'investissement, les services et le commerce (ASSIST) a remplacé l'ACT; au mois de décembre 2023, ni l'ACB ni l'ASSIST n'avait été utilisé.

4.13. Le *Protocole de l'ASEAN sur le mécanisme renforcé de règlement des différends* (EDSM) de 2019 est entré en vigueur le 20 juin 2022.<sup>31</sup> Il traite notamment les situations de non-violation. La SEOM est l'autorité chargée de sa mise en œuvre.

4.14. Dans le cadre de l'EDSM, les différends peuvent être réglés au moyen d'une procédure, comme dans le cadre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends de l'OMC, ou par voie d'arbitrage.

<sup>31</sup> Le texte afférent peut être consulté à l'adresse suivante: <https://agreement.asean.org/media/download/20200128120825.pdf>. Il remplace le Protocole de 2004.

4.15. Comme dans le cadre de l'OMC, le mécanisme de règlement des différends prévoit les bons offices, la conciliation et la médiation, puis les consultations ainsi que la création d'un groupe spécial composé de trois membres si les consultations ne permettent pas de résoudre les désaccords et le droit de faire appel d'un rapport du groupe spécial par l'intermédiaire d'un Organe d'appel. Le choix d'une instance est prévu: une Partie peut recourir à d'autres instances à tout moment avant qu'elle n'ait adressé à la SEOM une demande d'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 6:1 du Protocole. Une fois que la demande d'établir un groupe spécial a été formulée, l'EDSM sera utilisé à l'exclusion de toute autre entité.

4.16. D'une manière générale, le délai entre la date d'établissement du groupe spécial et la date d'examen du rapport du groupe spécial est de neuf mois, porté à 12 mois lorsque le rapport du groupe spécial fait l'objet d'un appel. La phase des consultations dure 60 jours au maximum à compter de la date de la demande. En cas d'urgence, une clause de l'effort maximal prévoit que la procédure sera accélérée; toutefois, des délais plus courts ne sont pas spécifiés.

4.17. Aucune disposition ne prévoit la suspension temporaire des travaux du groupe spécial. Le recours aux bons offices, à la conciliation ou à la médiation, est possible à tout moment; en cas d'accord entre les Parties, ces méthodes peuvent être mises en place parallèlement aux travaux des groupes spéciaux.

4.18. Les disciplines détaillées, y compris les délais, régissent la mise en œuvre des conclusions du groupe spécial ou du rapport de l'Organe d'appel, avec l'obligation d'une mise en conformité dans les 60 jours suivant l'adoption du rapport, sauf si les Parties en conviennent autrement ou dans le cas d'un arbitrage contraignant.

4.19. L'arbitrage (article 19) est soumis à un accord mutuel entre les Parties; cet accord est notifié à toutes les Parties à l'ASEAN afin qu'elles puissent y avoir recours. D'autres Parties peuvent devenir parties à une procédure d'arbitrage sous réserve de l'accord des Parties concernées. Les sentences arbitrales sont contraignantes pour les Parties et seront notifiées à la SEOM et aux autres organes compétents.

4.20. Tout désaccord entre les Parties au sujet de la mise en œuvre des mesures sera réglé, si possible, par le même groupe spécial d'arbitrage ou arbitre. Le délai associé à cette phase ne doit pas dépasser 90 jours.

4.21. Le fait de ne pas éliminer la ou les mesures incompatibles rend possible une compensation, à convenir d'un commun accord. En l'absence d'un tel accord, la Partie affectée peut être autorisée par la SEOM à suspendre des concessions ou d'autres obligations. Les mesures de rétorsion intersectorielles sont autorisées en deuxième lieu. Les mesures de rétorsion peuvent également être contestées; dans ce cas, le groupe spécial d'arbitrage règle la question dans un délai maximal de 60 jours.

4.22. L'article 23 invite les Parties à faire preuve de "modération" concernant l'ouverture d'une procédure impliquant une Partie à l'ASEAN qui compte parmi les PMA et lorsqu'elles demandent une compensation ou l'autorisation d'adopter des mesures de rétorsion. À la demande d'une telle Partie, le Président du SEOM offrira ses bons offices, sa conciliation et sa médiation en vue d'aider les parties à régler le différend, avant qu'une demande d'établissement de groupe spécial ne soit faite.

4.23. Au mois de décembre 2023, aucune procédure n'avait été engagée au titre de l'EDSM.

#### **4.7 Relation avec les autres accords conclus par les Parties**

4.24. Le tableau 4.1 ci-après donne un aperçu des accords commerciaux existants conclus par les Parties, à titre collectif dans le cadre de l'ASEAN ou à titre individuel. Le tableau comprend les accords notifiés à l'OMC ainsi que ceux qui n'ont pas été notifiés et qui étaient en vigueur au moment de la rédaction de la présente présentation factuelle.

**Tableau 4.1 États membres de l'ASEAN: Participation à d'autres ACR (notifiés ou non, en vigueur), au 7 décembre 2023**

PARTICIPATION À D'AUTRES ACR		
NOTIFIÉS		
États membres de l'ASEAN – Ensemble		
ASEAN – Australie – Nouvelle-Zélande	ASEAN – Inde	AFAS
ASEAN – Chine	ASEAN – Japon	
ASEAN – Hong Kong, Chine	ASEAN – Corée, République de	
Brunéi Darussalam		
Brunéi Darussalam – Japon	PTPGP	TPSEP
Cambodge		
Corée, République de – Cambodge		
Indonésie		
Chili – Indonésie	Indonésie - Australie	Japon - Indonésie
AELE – Indonésie	Indonésie – Corée, Rep. de	Mozambique -Indonésie
Indonésie – Australie	Indonésie – Pakistan	
RDP lao		
Accord commercial Asie-Pacifique (APTA).	RDP lao – Thaïlande	
• APTA – Adhésion de la Chine		
Malaisie		
Chili – Malaisie	SGPC	Nouvelle-Zélande –Malaisie
PTPGP	Japon – Malaisie	Pakistan – Malaisie
Inde – Malaisie	Malaisie – Australie	Turquie – Malaisie
Myanmar		
SGPC		
Philippines		
AELE – Philippines	Japon – Philippines	Protocole sur les négociations commerciales (PNC)
SGPC		
Singapour		
Chine – Singapour	Inde – Singapour	Singapour – Australie
PTPGP	Japon – Singapour	Singapour – Taipei chinois
Costa Rica – Singapour	Jordanie – Singapour	TPSEP
AELE – Singapour	Corée, République de – Singapour	Turquie – Singapour
UE – Singapour	Nouvelle-Zélande – Singapour	Royaume-Uni – Singapour
SGPC	Panama – Singapour	États-Unis – Singapour
Conseil de coopération du Golfe (CCG) – Singapour	Pérou – Singapour	
Thaïlande		
Chili – Thaïlande	Japon – Thaïlande	Thaïlande – Australie
SGPC	RDP Lao – Thaïlande	Thaïlande – Nouvelle-Zélande
Inde – Thaïlande		
Viet Nam		
Chili – Viet Nam	Union économique eurasiatique (UEE) – Viet Nam	Japon – Viet Nam
PTPGP	SGPC	Corée, République de – Viet Nam
UE – Viet Nam		Royaume-Uni – Viet Nam
NON NOTIFIÉS		
Nom	Entrée en vigueur	Portée
ATISA	5 avril 2021	Services
APTA – Adhésion de la Mongolie	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services
Chine – <b>Cambodge</b>	1 <sup>er</sup> janvier 2022	Marchandises et services
ACPr du Groupe des 8 pays en développement	31 octobre 2022 (Indonésie)	Marchandises
Émirats arabes unis – <b>Indonésie</b>	25 août 2022 (Malaisie)	
Pérou – <b>Thaïlande</b>	1 <sup>er</sup> septembre 2023	Marchandises et services
RCEP	31 décembre 2011	Marchandises
Sri Lanka – <b>Singapour</b>	1 <sup>er</sup> janvier 2022	Marchandises et services
	1 <sup>er</sup> mai 2018	Marchandises et services

Source: Secrétariat de l'OMC. De plus amples renseignements concernant les ACR et les dates spécifiques d'entrée en vigueur/d'application provisoire figurent dans la base de données de l'OMC sur les ACR: <http://rtais.wto.org>

#### 4.8 Marchés publics

4.25. L'ATIGA ne comporte pas de dispositions spécifiques concernant les marchés publics. Toutefois, conformément à l'Accord relatif à la liste restreinte préférentielle des sous-traitants des États de l'ASEAN (en vigueur depuis juin 1988), un régime préférentiel prévoit d'inscrire au moins

un sous-traitant préqualifié de l'ASEAN sur la liste restreinte et de l'inviter à présenter une offre. L'Accord s'applique aux travaux de génie civil et aux projets de construction industrielle, financés par des institutions internationales telles que la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, qui exigent un appel d'offres international.

4.26. Seule Singapour est Partie à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, tandis que l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam ont le statut d'observateur.

#### 4.9 Droits de propriété intellectuelle

4.27. En juin 2023, l'Accord-cadre de l'ASEAN sur la coopération en matière de propriété intellectuelle de 1995 n'était pas encore en vigueur, car il attendait d'être ratifié par la Malaisie. Néanmoins, la coopération en matière de droits de propriété intellectuelle (DPI) est en place parmi les pays de l'ASEAN, notamment dans le cadre du Groupe de travail de l'ASEAN sur la coopération en matière de propriété intellectuelle. Le Plan d'action de l'ASEAN pour la protection de la propriété intellectuelle 2016-2025 comprend en outre quatre objectifs stratégiques, qui prévoient de renforcer le régime de propriété intellectuelle (PI), de développer des plates-formes et infrastructures régionales de la PI, de mettre en place un écosystème vaste et inclusif pour la PI, et de renforcer les mécanismes régionaux visant à promouvoir la création et l'exploitation commerciale d'actifs, en particulier les indications géographiques et les savoirs traditionnels.<sup>32</sup>

#### 4.10 Concurrence

4.28. L'ATIGA ne contient aucune disposition spécifique concernant la concurrence. Toutefois, avec la création en 2007 du Groupe d'experts de l'ASEAN sur la concurrence, les travaux progressent vers l'établissement de règles exécutoires en matière de concurrence pour toutes les Parties. Ces travaux progressent et se déroulent sur la base du Plan d'action de l'ASEAN sur la concurrence 2016-2025, qui comprend cinq objectifs stratégiques.<sup>33</sup>

#### 4.11 Environnement

4.29. L'ATIGA ne contient aucune disposition spécifique concernant l'environnement. Néanmoins, dans le contexte de la Réunion ministérielle de l'ASEAN sur l'environnement, des hauts fonctionnaires de l'ASEAN sur l'environnement, des groupes de travail thématiques et du Centre de l'ASEAN pour la biodiversité, les travaux sont axés sur les politiques, mesures et programmes régionaux visant à promouvoir la protection de l'environnement et le développement durable. En juin 2023, l'*Accord de l'ASEAN sur la conservation de la nature et des ressources naturelles* de 1985 n'était pas en vigueur.<sup>34</sup>

#### 4.12 Travail

4.30. L'ATIGA ne contient aucune disposition spécifique concernant le travail. La coopération en matière de travail est néanmoins effective, notamment dans le cadre de la réunion des Ministres du travail de l'ASEAN, qui a lieu tous les deux ans, de la Réunion des hauts fonctionnaires chargés des questions liées au travail et de ses trois organes subsidiaires.<sup>35</sup>

---

<sup>32</sup> Pour tous renseignements supplémentaires, voir l'adresse: "<https://asean.org/our-communities/economic-community/competitive-innovative-and-inclusive-economic-region/intellectual-property-rights>".

<sup>33</sup> Pour tous renseignements supplémentaires, voir l'adresse: "<https://asean.org/our-communities/economic-community/competitive-innovative-and-inclusive-economic-region/competition>".

<sup>34</sup> Pour tous renseignements supplémentaires, voir l'adresse: "<https://asean.org/our-communities/asean-socio-cultural-community/environment/>".

<sup>35</sup> Pour tous renseignements supplémentaires, voir l'adresse: "<https://asean.org/our-communities/asean-socio-cultural-community/labour/>".



### 4.13 Commerce électronique

4.31. L'Accord de l'ASEAN sur le commerce électronique, signé le 22 janvier 2019, est entré en vigueur le 2 décembre 2021.<sup>36</sup> Il s'applique aux mesures prises par les Parties qui affectent le commerce électronique, à l'exclusion des marchés publics. En résumé, l'Accord comprend:

- a. des disciplines à caractère obligatoire à compter de l'entrée en vigueur:
  - i. le développement du commerce sans papier d'une manière compatible avec l'Accord sur les douanes de l'ASEAN;
  - ii. l'acceptation des signatures électroniques, sauf disposition contraire dans la législation intérieure. Un délai de carence de cinq ans a été accordé pour le Cambodge, la RDP lao et le Myanmar;
  - iii. l'acceptation de l'authentification électronique dès que possible;
  - iv. une protection des consommateurs du commerce électronique équivalente à celle fournie pour d'autres formes de commerce. Un délai de carence de cinq ans a été accordé pour le Cambodge, la RDP lao et le Myanmar;
  - v. l'élimination/la réduction des obstacles à la circulation transfrontières des données, sous réserve de garanties appropriées. Cette prescription ne s'applique pas au service financier ni aux fournisseurs de ce service;
  - vi. l'interdiction des prescriptions concernant l'emplacement des installations informatiques, sous réserve de la législation intérieure. Cette prescription ne s'applique pas aux services financiers ni aux fournisseurs de ces services;
- b. des disciplines à caractère obligatoire à mettre en œuvre après l'entrée en vigueur:
  - i. dès que possible, mettre en œuvre une législation intérieure pour l'authentification électronique qui ne limite pas la reconnaissance à certaines technologies ou certains modèles et qui autorise les participants à prouver leur conformité. Les Parties peuvent toutefois nécessiter le respect de normes ou de méthodes de certification spécifiques;
  - ii. la législation, une fois promulguée, prévoira des mesures visant à protéger les renseignements personnels des utilisateurs du commerce électronique;
  - iii. dès que possible, mise en œuvre de lois et règlements régissant les transactions électroniques, compte tenu des conventions internationales ou lois types concernant le commerce électronique;
- c. des disciplines fondées sur le principe de l'effort maximal qui favorisent l'alignement des politiques et des approches réglementaires des Parties en matière de commerce électronique; le recours à un règlement alternatif des différends concernant les transactions de commerce électronique; le recours à l'authentification électronique interopérable et aux systèmes de paiement électronique.

4.32. Les dispositions relatives au règlement des différends décrites dans la section 4.6 ci-dessus concernant l'EDSM de l'ASEAN s'appliquent conformément à l'Accord sur le commerce électronique. En cas d'incompatibilité entre l'Accord et un autre accord de l'ASEAN, ce dernier prévaut.

4.33. La SEOM supervise la mise en œuvre, avec le Comité de coordination de l'ASEAN pour le commerce électronique (ACCEC) directement chargé de son suivi, en collaboration avec d'autres organes sectoriels de l'ASEAN. L'Accord doit être réexaminé dans les trois ans suivant son entrée en vigueur, puis tous les trois ans.

---

<sup>36</sup> Le texte afférent peut être consulté à l'adresse suivante:  
<https://agreement.asean.org/media/download/20190306035048.pdf>.



4.34. L'Accord ne prévoit aucune disposition sur les droits de douane visant les produits numériques transmis par voie électronique.

#### **4.14 Petites et moyennes entreprises**

4.35. L'ATIGA ne contient aucune disposition spécifique concernant les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Toutefois, les travaux sur les MPME se déroulent conformément au Plan d'action stratégique de l'ASEAN pour le développement des PME 2016-2025 et à ses cinq objectifs stratégiques, sous la supervision du Comité de coordination de l'ASEAN sur les micro, petites et moyennes entreprises (ACCMSME), qui se réunit deux fois par an.<sup>37</sup>

#### **4.15 Autres dispositions**

##### **4.15.1 Flexibilité et renforcement des capacités**

4.36. L'ATIGA accorde une certaine flexibilité au moyen de dispositions spécifiques, afin d'accroître la participation de ses États membres. Celles-ci ont été décrites ailleurs dans le présent document.

4.37. L'accord prévoit également des programmes visant à renforcer la capacité nationale des Parties, notamment un plan de travail au titre de l'Initiative pour l'intégration de l'ASEAN et d'autres initiatives de renforcement des capacités.<sup>38</sup>

##### **4.15.2 Gouvernement régional et local et organismes non gouvernementaux**

4.38. L'article 18 dispose que chaque Partie, en ce qui concerne les dispositions de l'ATIGA:

- a. prendra "toutes mesures raisonnables en son pouvoir" pour faire en sorte qu'elles soient respectées par les gouvernements et administrations régionaux et locaux; et
- b. "s'efforcera de faire en sorte" qu'elles soient respectées par les organismes non gouvernementaux dans l'exercice des pouvoirs délégués par les gouvernements ou autorités centraux, régionaux ou locaux sur son territoire.

---

<sup>37</sup> Pour tous renseignements supplémentaires, consulter l'adresse: "<https://asean.org/our-communities/economic-community/resilient-and-inclusive-asean/development-of-micro-small-and-medium-enterprises-in-asean-msme/>".

<sup>38</sup> Pour tous renseignements supplémentaires, consulter l'adresse: <https://asean.org/wp-content/uploads/IAI-workplan-IV.pdf>.

## ANNEXE 1

1. Le tableau A1. 1 présente la libéralisation tarifaire opérée par les Parties au titre de l'ATIGA pour l'ensemble des produits, pour les produits agricoles et pour les produits industriels. Les taux NPF appliqués en 2021 servent de comparaison.

2. En 2021, au titre de l'Accord, le Brunéi Darussalam et Singapour accordaient la franchise de droits à tous les produits en provenance de leurs partenaires de l'ATIGA (95,6% et 99,96% des produits, respectivement, sur une base NPF). Les taux NPF moyens appliqués par les autres Parties se situaient entre 6,9% en Malaisie et au Myanmar et 14% en Thaïlande, et entre 4,9% et 57,4% des droits bénéficiaient d'une franchise de droits. En ce qui concerne les produits agricoles, la part des lignes en franchise de droits NPF s'élevait à 72,6% en Malaisie, mais était inférieure à 14,1% dans les sept autres Parties. Au titre de l'ATIGA, la part des lignes en franchise de droits pour les produits agricoles en 2021 était supérieure à 90% en ce qui concerne toutes les Parties, à l'exception de la RDP lao, qui, à 83,8%, avait le pourcentage le plus faible de lignes agricoles en franchise de droits pour ses partenaires. Le pourcentage des lignes en franchise de droits NPF pour les produits industriels en 2021 était compris entre 4% au Myanmar et 54,5% en Malaisie, et le traitement en franchise de droits au titre de l'ATIGA en 2021 s'appliquait à plus de 99% des droits. D'ici à la fin de la mise en œuvre (2012, 2024 ou 2025), 99,2% au moins des produits industriels devraient être échangés en franchise de droits au titre de l'ATIGA.

**Tableau A1. 1: ASEAN: Indicateurs des taux NPF et préférentiels pour les importations au sein de l'ASEAN**

Origine des produits	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Chapitres 1 à 24 du SH			Chapitres 25 à 97 du SH		
		Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
Brunéi Darussalam										
NPF	2021	0,2	5,6	95,6	0,0	0,0	98,7	0,3	5,6	95,0
ATIGA	2021	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Cambodge										
NPF	2021	11,6	13,6	14,6	13,2	14,7	9,7	11,3	13,3	15,5
ATIGA	2021	0,2	12,2	98,6	0,4	7,9	95,5	0,1	16,5	99,2
	2023	0,2	11,4	98,6	0,4	7,9	95,5	0,1	15,1	99,2
	2025	0,2	12,6	98,8	0,4	7,9	95,5	0,1	19,7	99,4
Indonésie										
NPF	2021	10,1	11,4	12,0	10,1	10,9	7,0	10,1	11,6	13,0
ATIGA	2021	0,7	61,9	98,8	4,0	95,8	95,6	0,1	11,9	99,5
RDP lao										
NPF	2021	8,6	9,1	5,5	11,5	12,4	7,5	8,1	8,5	5,1
ATIGA	2021	0,2	7,8	96,7	0,8	5,0	83,8	0,1	18,7	99,2
Malaisie										
NPF	2021	6,9	16,4	57,4	2,7	11,1	72,6	7,7	16,9	54,5
ATIGA	2021	0,1	10,1	98,7	0,3	7,4	93,2	0,0	16,5	99,7
Myanmar										
NPF	2021	6,9	7,2	4,9	9,7	10,8	9,6	6,4	6,6	4,0
ATIGA	2021	0,0	6,6	99,4	0,0	3,9	99,0	0,0	7,6	99,5
Philippines										
NPF	2021	7,5	8,8	14,3	10,4	10,8	3,4	7,0	8,4	16,3
ATIGA	2021	0,1	11,6	99,3	0,3	10,3	97,1	0,0	13,9	99,7
Singapour										
NPF	2021	0,00	0,00	99,96	0,00	0,00	99,77	0,00	0,00	100,00
ATIGA	2021	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
Thaïlande										
NPF	2021	14,0	20,1	30,4	25,7	29,9	14,1	11,8	17,7	33,5
ATIGA	2021	0,0	5,0	99,9	0,0	5,0	99,1	0,0	0,0	100,0
Viet Nam										
NPF	2021	12,0	17,1	29,2	18,5	20,8	11,1	10,7	16,1	32,6

Origine des produits	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Chapitres 1 à 24 du SH			Chapitres 25 à 97 du SH		
		Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit moyen appliqué		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
ATIGA	2021	0,4	24,0	98,5	1,6	30,3	94,8	0,1	15,8	99,2
	2022	0,4	23,9	98,5	1,6	30,3	94,8	0,1	15,6	99,2
	2023	0,3	23,6	98,5	1,6	30,3	94,8	0,1	14,8	99,2
	2024	0,3	27,1	98,8	1,6	30,3	94,8	0,1	20,4	99,5

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par les autorités, le Secrétariat de l'ASEAN et la BDI de l'OMC

3. Le tableau A1. 2 présente la libéralisation tarifaire opérée par les Parties par section du SH (voir aussi la section 3.1.3), ainsi que les lignes passibles de droits NPF en 2021 et le droit final applicable moyen lorsqu'ils existent. Comme il est indiqué ailleurs dans cette présentation factuelle, la libéralisation au-delà de 2021 concernait les produits pétroliers au Cambodge et au Viet Nam. Les lignes passibles de droits restantes se situeront entre 5% et 35% au Cambodge; 6% et 107,3% en Indonésie; 4,9% et 30% dans la RDP lao; 5% et 16,5% en Malaisie; 0,5% et 9,5% au Myanmar; 0,5% et 21,9% aux Philippines; 5% en Thaïlande (section II uniquement); et entre 5,5% et 43,6% au Viet Nam.

**Tableau A1. 2: Parties à l'ATIGA: élimination des droits de douane au titre de l'Accord, par section du SH**

Section du SH	Nombre de lignes NPF 2021	NPF 2021		Au titre de l'ATIGA		NPF 2021		Au titre de l'ATIGA		
		Droit moyen (%)	Nombre de lignes passibles de droits	En franchise de droits 2021		Droit moyen	Nombre de lignes passibles de droits	En franchise de droits 2021	En franchise de droits 2025	Restent passibles de droits <sup>a</sup>
		BRN				KHM				
I	589	Franchise				12,5	551	530		21 (5%)
II	491	0,0	16	16		8,4	401	345		56 (8,9%)
III	175	Franchise				7	175	175		
IV	470	0,0	7	7		21,5	430	430		
V	218	0,0	22	22		7,5	148	124	24	
VI	1 259	0,1	40	40		7,5	1 017	987		30 (8,5%)
VII	565	Franchise				8,9	428	428		
VIII	91	Franchise				12,5	91	91		
IX	228	3,4	153	153		11,8	228	228		
X	300	Franchise				6,7	285	285		
XI	1 175	0,4	81	81		8,3	988	988		
XII	84	2,8	47	47		14,8	84	84		
XIII	250	Franchise				10,9	250	250		
XIV	86	Franchise				2,5	31	31		
XV	1 035	Franchise				8,2	817	817		
XVI	2 133	0,1	26	26		13,1	1 907	1 907		
XVII	1 033	Franchise				19,9	888	888		
XVIII	326	0,6	18	18		14,6	289	289		
XIX	30	Franchise				26,8	23	1		22 (35%)
XX	267	1,4	71	71		15	204	204		
XXI	8	Franchise				Franchise				
Section du SH	Nombre de lignes NPF 2021	NPF 2021		Au titre de l'ATIGA		NPF 2021		Au titre de l'ATIGA		
		Droit moyen (%)	Nombre de lignes passibles de droits	En franchise de droits 2021	Restent passibles de droits <sup>a</sup>	Droit moyen	Nombre de lignes passibles de droits	En franchise de droits 2021	Restent passibles de droits <sup>a</sup>	
		IDN				LAO				
I	589	5,3	556	556		10,1	589	475	114 (4,9%)	
II	491	5,3	439	429	10 (25%)	12,6	431	279	152 (5%)	
III	175	4,3	150	150		10	162	162		
IV	470	23,6		394	66 (107,3%)	12,4	413	400	13 (5%)	
V	218	3,2		133		5,1	218	218		

Section du SH	Nombre de lignes NPF 2021	NPF 2021		Au titre de l'ATIGA		NPF 2021		Au titre de l'ATIGA		
		Droit moyen (%)	Nombre de lignes passibles de droits	En franchise de droits 2021		Droit moyen	Nombre de lignes passibles de droits	En franchise de droits 2021	En franchise de droits 2025	Restent passibles de droits <sup>a</sup>
VI	1 259	5	1 065	1 046	19 (21,3%)	6,8	1 259	1 245	14 (14,4%)	
VII	565	9,3	557	557		9,2	565	565		
VIII	91	8,6	60	60		16,4	91	91		
IX	228	5,1	111	111		23	228	228		
X	300	4,5	255	255		6	300	300		
XI	1 175	15,3	1 169	1 169		9,3	1 173	1 173		
XII	84	16,4	84	84		11,9	84	84		
XIII	250	9,2	248	248		5,9	250	250		
XIV	86	7	68	68		5	86	86		
XV	1 035	9,4	906	906		6,3	1 035	1 035		
XVI	2 133	5,6	1 694	1 694		7,2	2 133	2 129	4 (5%)	
XVII	1 033	26,1	962	962		8	569	549	20 (10%)	
XVIII	326	5,6	296	296		6,7	326	326		
XIX	30	6	30		30 (6%)	30	30		30 (30%)	
XX	267	10,7	262	262		12,3	267	264	3 (8,3%)	
XXI	8	4,4	6	6		5	8	5	3 (5%)	
Section du SH	Nombre de lignes NPF 2021	NPF 2021		Au titre de l'ATIGA		NPF 2021		Au titre de l'ATIGA		
		Droit moyen (%)	Nombre de lignes passibles de droits	En franchise de droits 2021	Restent pas-sibles de droits <sup>a</sup>	Droit moyen	Nombre de lignes passibles de droits <sup>a</sup>	En franchise de droits 2021	Restent passibles de droits <sup>a</sup>	
		MYS				MMR				
I	589	2,2	56	56	29 (10%)	7,7	478	478	14 (4,6%)	
II	491	2,2	99	70		9	437	423		
III	175	3,1	93	93	88 (5%)	3,7	174	174	3 (0,5%)	
IV	470	4	224	136		15,2	470	467		
V	218	1,5	27	27		2,9	193	193		
VI	1 259	2	172	172		3,7	1 177	1 168	9 (4,3%)	
VII	565	13,4	414	414		3,5	563	563		
VIII	91	0,3	3	3		7,7	91	91		
IX	228	9,3	115	115		11,4	214	214		
X	300	10,4	194	194		2,8	281	281		
XI	1 175	6,2	544	544		11,6	1 174	1 173	1 (1%)	
XII	84	5	27	27		6,8	84	84		
XIII	250	17,4	184	184		4,1	250	250		
XIV	86	0,6	8	8		11,9	81	81		
XV	1 035	9	738	738		4,1	1 020	1 020		
XVI	2 133	4,6	672	672		4,2	2 000	2 000		
XVII	1 033	18,9	833	833		12,2	965	964	1 (5%)	
XVIII	326	0,5	13	13	26 (16,5%)	5,4	326	326	30 (9,5%)	
XIX	30	14,3	26			9,5	30			
XX	267	10,2	161	161		8,8	267	267		
XXI	8	0,6	1	1		4,6	8	1	7 (4,9%)	
Section du SH	Nombre de lignes NPF 2021	NPF 2021		Au titre de l'ATIGA		NPF 2021		Au titre de l'ATIGA		
		Droit moyen (%)	Nombre de lignes passibles de droits	Nombre de lignes passibles de droits		Droit moyen	Nombre de lignes passibles de droits	En franchise de droits 2021	Restent passibles de droits	
		SGP				PHL				
I	589	Franchise				10,5	559	530	29 (4,8%)	
II	491	Franchise				10,1	473	457	16 (21,9%)	
III	175	Franchise				8,7	175	175		
IV	470	0,0	4	4		11,5	459	454	5 (0,5%)	
V	218	Franchise				1,8	154	154		
VI	1 259	Franchise				3,2	1 227	1 227		
VII	565	Franchise				7,9	561	561		
VIII	91	Franchise				7,4	91	91		
IX	228	Franchise				6,9	192	192		
X	300	Franchise				5,5	284	284		
XI	1 175	Franchise				10,9	1 169	1 169		
XII	84	Franchise				9,7	84	84		
XIII	250	Franchise				7,2	240	240		
XIV	86	Franchise				5,4	86	86		
XV	1 035	Franchise				5,5	924	924		
XVI	2 133	Franchise				2,4	1 096	1 096		
XVII	1 033	Franchise				20,3	1 010	1 010		
XVIII	326	Franchise				1,8	182	182		

Section du SH	Nombre de lignes NPF 2021	NPF 2021		Au titre de l'ATIGA		NPF 2021		Au titre de l'ATIGA		
		Droit moyen (%)	Nombre de lignes passibles de droits	En franchise de droits 2021		Droit moyen	Nombre de lignes passibles de droits	En franchise de droits 2021	En franchise de droits 2025	Restent passibles de droits <sup>a</sup>
<b>XIX</b>	30	Franchise				13,8	30	1		
<b>XX</b>	267	Franchise				7,4	265	265		
<b>XXI</b>	8	Franchise				8,1	8	8		
		<b>THA</b>				<b>VNM</b>				
<b>I</b>	589	15,4	406	406		12,4	497	476		21 (26,4%)
<b>II</b>	491	28,2	442	427	15 (5%)	15,2	426	416		10 (5,5%)
<b>III</b>	175	40,3	173	173		16,5	175	175		
<b>IV</b>	470	30,5	461	461		30,3	435	376		59 (43,6%)
<b>V</b>	218	2,1	63	63		6,9	149	124	25	
<b>VI</b>	1 259	3	450	450		3	510	496		14 (19,1%)
<b>VII</b>	565	7	507	507		8,8	480	456		24 (19,8%)
<b>VIII</b>	91	10,6	75	75		12,7	67	67		
<b>IX</b>	228	6,3	146	146		7,3	119	119		
<b>X</b>	300	3,5	167	167		12,7	263	263		
<b>XI</b>	1 175	15,3	11,39	1 139		12,6	1 083	1 083		
<b>XII</b>	84	21,1	84	84		22,3	78	78		
<b>XIII</b>	250	11,4	199	199		20	237	237		
<b>XIV</b>	86	Franchise				12,2	67	67		
<b>XV</b>	1 035	6,1	762	762		8	671	671		
<b>XVI</b>	2 133	4,7	1 056	1 056		6,1	1 090	1 090		
<b>XVII</b>	1 033	49,2	963	963		34,2	947	947		
<b>XVIII</b>	326	2,9	131	131		4,5	106	106		
<b>XIX</b>	30	27	27	27		5,2	6			6 (25,8%)
<b>XX</b>	267	12,7	266	266		17,8	250	250		
<b>XXI</b>	8	8,8	7	7		3,8	3	3		

a Entre parenthèses figure le droit moyen restant applicable pour la section pertinente du SH, à l'exclusion des taux spécifiques (sections 10 et 17 du SH en Indonésie et 22 en Malaisie).

b Comprend 13 lignes tarifaires correspondant à des importations prohibées (8 au titre de la Section II du SH et 5 au titre de la Section VI du SH).

Note: "0,0" signifie qu'il y a au moins un taux de droit applicable restant qui est inférieur à 0,1%.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par le Secrétariat de l'ASEAN, ASEANStats et la BDI de l'OMC.

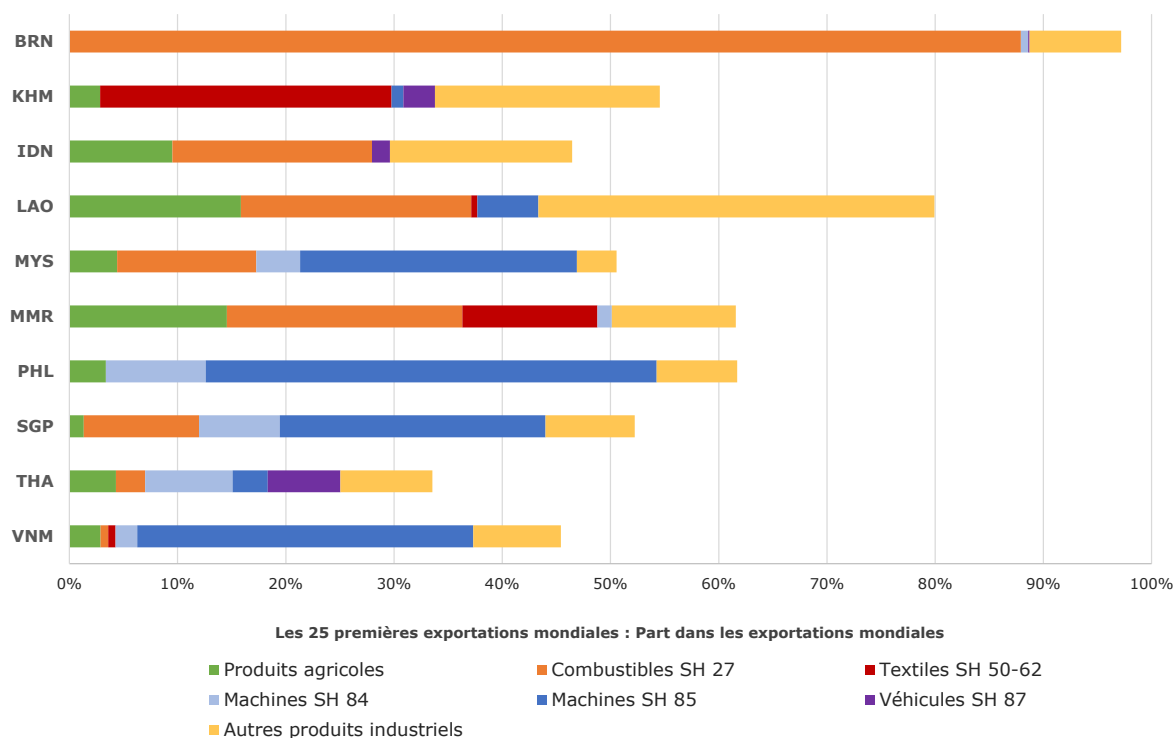
4. Les conditions d'accès aux marchés pour les 25 principaux produits exportés par chaque Partie (au niveau à six chiffres, moyenne 2018-2020) sur les marchés des autres Parties à l'ATIGA sont résumées ci-après. Les tableaux détaillés par Partie peuvent être consultés dans la base de données sur les ACR.

5. Le graphique A1. 1 résume les 25 principaux produits exportés par les Parties par grandes catégories de produits, en moyenne, en 2018-2020; ils représentaient entre 97,2% des exportations mondiales pour le Brunéi Darussalam et 33,5% pour la Thaïlande. La majorité de ces exportations concernent des produits industriels; le pourcentage le plus élevé de produits agricoles se trouve en RDP lao, où il représentait un cinquième des 25 principaux produits.

6. Certaines exportations sont communes à diverses Parties; lorsque le double comptage est supprimé, 171 principaux produits d'exportation sont recensés au total au niveau à 6 chiffres du SH. Parmi ceux-ci, 16 resteront passibles de droits sur certains marchés (voir le tableau A1. 3 ci-dessous), le riz étant le produit le plus protégé – 3 catégories de riz restent passibles de droits en ce qui concerne au moins trois Parties à l'ATIGA.

7. En 2021, les 25 principaux produits exportés par les Parties bénéficiaient déjà de la franchise de droits sur une base NPF à Singapour. Ainsi, les références à la franchise de droits NPF dans les paragraphes ci-après ne concernent que les conditions d'accès aux marchés des neuf autres Parties.

**Graphique A1. 1: Les 25 principaux produits exportés par les Parties à l'ATIGA, toutes destinations confondues: Part des exportations totales**  
(% des exportations 2018-2020)



Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par le Secrétariat de l'ASEAN, ASEANStats et la BDI de l'OMC.

**Tableau A1. 3: ATIGA: Produits restant passibles de droits**

Produits restant passibles de droits		Parties affectées	Marchés
SH	Description		
010229	Bovins vivants	MMR	LAO
071331	Haricots secs, écosés	MMR	LAO
071410	Racines de manioc	LAO	PHL
080310	Plantains	LAO-MMR	MYS
080390	Bananes	PHL	MYS
081060	Durians	THA	MYS
090111	Café	LAO	THA
100590	Maïs	LAO	PHL
100620	Riz décortiqué ou riz brun	MMR	IDN-LAO-MYS-VNM
100630	Riz semi-blanchi ou blanchi	KHM-THA-VNM	IDN-LAO-MYS-MMR-PHL
100640	Brisures de riz	MMR	IDN-LAO-MYS
160232	Viandes ou abats de volailles	THA	VNM
170199	Sucres de canne ou de betterave et saccharose	LAO	IDN-PHL-VNM
210690	Préparations alimentaires, n.d.a.	SGP	IDN
240220	Cigarettes	LAO	MYS-VNM
880330	Parties d'avions ou d'hélicoptères, n.d.a.	BRN-MYS-PHL-SGP	LAO

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par le Secrétariat de l'ASEAN, ASEANStats et la BDI de l'OMC.

8. Les 25 principaux produits exportés par le Brunéi Darussalam représentaient en moyenne 97,2% de ses exportations mondiales. En 2021, la part de ce commerce restant passible de droits sur d'autres marchés de l'ATIGA se chiffrait à 5,4% en moyenne. Seules les "parties d'avions ou d'hélicoptères", représentant 0,3% de ses exportations mondiales, resteront passibles de droits après la pleine mise en œuvre de l'ATIGA en RDP lao, où elles étaient assujetties à un droit NPF de 10% en 2021. En 2021 également, aucun des 25 principaux produits du Brunéi ne bénéficiait d'une franchise de droits NPF en RDP lao, alors que c'était le cas dans d'autres Parties, selon une fourchette

allant de 2 produits (Myanmar) à 18 produits (Thaïlande). En 2021, les produits admis en franchise de droits dans le cadre de l'ATIGA avaient des taux NPF compris entre 0,3% et 15%. La libéralisation ultérieure des produits pétroliers au Viet Nam (2024) vise 37,6% des exportations mondiales du Brunéi et 10,4% dans le cas de la RDP lao (2025); ces exportations étaient assujetties à des taux NPF allant de 1% à 18,8% au Viet Nam et de 12% environ en RDP lao en 2021.

9. Les 25 principaux produits d'exportation du Cambodge représentaient 54,6% de ses exportations mondiales. En 2021, en moyenne, 1,6% seulement de ces échanges restait passible de droits sur d'autres marchés de l'ATIGA. Les exportations cambodgiennes de riz relevant de la position 1006.30 du SH, qui représentent 2,8% de ses exportations mondiales, ne feront pas l'objet d'une libéralisation en Indonésie, en RDP lao, en Malaisie, au Myanmar et aux Philippines. Elles bénéficieront toutefois de taux préférentiels dans tous les pays partenaires, à l'exception du Myanmar, qui applique un taux NPF de 5%. En 2021, les 24 autres produits sur les autres marchés de l'ATIGA ainsi que le riz au Brunéi, à Singapour, en Thaïlande et au Viet Nam bénéficiaient d'une franchise de droits, soit sur une base NPF (1 produit en Thaïlande et jusqu'à 22 au Brunéi), soit au titre de l'Accord. Les taux NPF pour les produits qui dont fait l'objet d'une libéralisation variaient de 2,5% (or en Indonésie) à 52% (riz en Malaisie).

10. Les 25 principaux produits exportés par l'Indonésie représentaient 46,5% de ses exportations mondiales. En 2021, en moyenne, seulement 0,2% de ces échanges restait passible de droits sur d'autres marchés de l'ATIGA. Les 25 principaux produits exportés par l'Indonésie au niveau mondial sont tous libéralisés au titre de l'ATIGA; la dernière élimination en date des droits concerne les huiles brutes de pétrole (SH 2709.00 représentant 1,7% de ses exportations mondiales) qui bénéficieront de la franchise de droits au Viet Nam en 2024. En 2021, entre un (RDP lao) et 22 (Brunéi) produits étaient exempts de droits NPF. Les produits qui étaient en franchise de droits en 2021 dans le cadre de l'ATIGA étaient assujettis à des taux NPF moyens allant de 1% (pâtes de bois, ferronickel et étain aux Philippines) à 143% (huile de palme brute en Thaïlande).

11. Les 25 principaux produits d'exportation de la RDP lao représentaient 79,9% de ses exportations mondiales. En 2021, en moyenne, seulement 1,3% de ces échanges restait passible de droits sur d'autres marchés de l'ATIGA. Pour la RDP lao, 6 de ses 25 principaux produits exportés au niveau mondial resteront passibles de droits dans certains de ses partenaires dans le cadre de l'ATIGA. Le sucre (1,1% des exportations) reste passible de droits en Indonésie, aux Philippines et au Viet Nam, tout en bénéficiant d'un taux préférentiel maximal de 10% (par rapport aux taux NPF qui sont spécifiques ou peuvent atteindre 85%). Les cigarettes (1% des exportations) restent passibles de droits en Malaisie, à un taux préférentiel de 5%, et au Viet Nam, où elles sont assujetties au taux NPF de 135%. Les plantains, le café, le manioc et le maïs (respectivement 2,8%, 1,3%, 2,2% et 0,6% de ses exportations mondiales) restent passibles de droits sur un seul marché, respectivement la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines pour les deux derniers produits. Des taux préférentiels de 5% s'appliquent sur tous ces marchés, en baisse par rapport aux taux NPF qui pouvaient atteindre jusqu'à 90% (ou être soumis à un taux composite).

12. Les 25 principaux produits exportés par la Malaisie représentaient 50,6% de ses exportations mondiales. En 2021, en moyenne, 1,2% seulement de ces échanges restait passible de droits sur d'autres marchés de l'ATIGA. Parmi les principaux produits d'exportation, plusieurs étaient déjà en franchise de droits NPF en 2021, mais au Cambodge, en RDP lao et au Myanmar, la libéralisation était principalement assurée par l'ATIGA. Un produit, les parties d'avions ou d'hélicoptères, représentant 0,6% de ses exportations, reste passible de droits en RDP lao. Les taux NPF pour les produits échangés en franchise de droits dans le cadre de l'ATIGA variaient entre 0,6% et 25% en 2021. Les produits pétroliers relevant des positions 2709.00 et 2710.12 du SH, qui représentent respectivement 2,9% et 1,5% des exportations mondiales de la Malaisie, bénéficieront de la franchise de droits au Cambodge et au Viet Nam en 2024 ou 2025.

13. Les 25 principaux produits exportés par le Myanmar représentaient 61,6% de ses exportations mondiales. En 2021, en moyenne, 3,3% seulement de ces échanges restaient passibles de droits sur d'autres marchés de l'ATIGA; après cela, le pétrole sera libéralisé au Cambodge en 2025. Le nombre de produits bénéficiant déjà de la franchise de droits sur une base NPF allait de deux en Malaisie à 24 au Brunéi. Parmi les 25 principaux produits exportés par le Myanmar, 5 – bovins, haricots, plantains et 2 types de riz – resteront passibles de droits sur différents marchés. S'agissant des exportations mondiales du Myanmar, celles-ci représentaient entre 3,3% de ses exportations (sur le marché vietnamien) et 10,1% (en RDP lao). En 2021, ces produits étaient assujettis à des

taux NPF variant de 5% à 50% et à des taux spécifiques en Indonésie; dans certains cas, un taux préférentiel s'applique.

14. Les 25 principaux produits exportés par les Philippines représentaient 61,7% de leurs exportations mondiales. En 2021, en moyenne, 0,4% seulement de ces échanges restait passible de droits sur d'autres marchés de l'ATIGA. Deux produits – les bananes en Malaisie et les parties d'avions ou d'hélicoptères en RDP lao – restent passibles de droits; ils représentaient respectivement 2,5% et 1% du exportations mondiales du pays. Les bananes bénéficieront d'un taux préférentiel de 5% en Malaisie (la composante spécifique du taux NPF est éliminée), mais les parties d'avions seront assujetties au taux NPF en RDP lao. Les taux NPF pour les produits faisant l'objet d'une libéralisation dans le cadre de l'ATIGA se situaient entre 1,4% et 52% en 2021.

15. Les 25 principaux produits exportés par Singapour représentaient 52,2% de ses exportations mondiales. En 2021, 1,9% de ces échanges en moyenne restait passible de droits sur d'autres marchés de l'ATIGA. Parmi ses principaux produits d'exportation, plusieurs étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF, sauf au Cambodge, en RDP lao et au Myanmar. Les produits faisant l'objet d'une libéralisation dans le cadre de l'ATIGA étaient assujettis à des taux NPF moyens se situant entre 0,3% et 35% en 2021, et à des taux spécifiques au Brunéi. Les produits pétroliers, qui représentent au plus 10,7% de ses exportations mondiales, seront libéralisés en 2024 ou 2025 au Viet Nam et au Cambodge. Les préparations alimentaires et les parties d'avions ou d'hélicoptères resteront passibles de droits, en Indonésie et en RDP lao respectivement (1,3% et 1,5% des exportations mondiales) et étaient assujetties à des taux NPF de 150% et 10%.

16. Les 25 principaux produits exportés par la Thaïlande représentaient 33,5% de ses exportations mondiales. En 2021, 1,4% de ces échanges en moyenne restait passible de droits sur d'autres marchés de l'ATIGA; la poursuite de la libéralisation se fera en 2024 et 2025 pour deux produits pétroliers (qui représentent au maximum 2,7% de ses exportations mondiales) au Viet Nam et au Cambodge. Parmi les principaux produits exportés par la Thaïlande, un petit nombre étaient déjà en franchise de droits NPF en 2021; pour les produits faisant l'objet d'une libéralisation dans le cadre de l'ATIGA, les taux NPF s'échelonnaient entre 0,3% et 60% (taux spécifiques au Brunéi). Trois produits restent passibles de droits, les durians en Malaisie, le riz blanchi en Indonésie, en RDP lao, en Malaisie, au Myanmar et aux Philippines, ainsi que la viande de volaille au Viet Nam; ensemble, ils représentaient 3,3% de ses exportations mondiales. Des taux préférentiels (entre 5% et 35%) s'appliqueront, sauf pour le riz en RDP lao et au Myanmar; les taux NPF pour tous ces produits se situaient entre 5% et 40% (taux spécifiques en Indonésie).

17. Les 25 principaux produits exportés par le Viet Nam représentaient 45,4% de ses exportations mondiales. Bon nombre d'entre eux étaient en franchise de droits sur une base NPF en 2021; dans le cadre de l'ATIGA, la libéralisation a été achevée en 2021. Parmi ses 25 principaux produits d'exportation, seul le riz semi-blanchi ou blanchi (0,9% de ses exportations mondiales) reste passible de droits en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, en RDP lao et au Myanmar, avec des taux préférentiels appliqués dans les trois premières Parties. En 2021, les taux NPF se situaient entre 1% et 52%; pour le riz, un taux spécifique était appliqué en Indonésie et des droits NPF compris entre 5% et 90% étaient appliqués sur les quatre autres marchés.



## ANNEXE 2

## LISTE DES INSTRUMENTS JURIDIQUES DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ASEAN

**Tableau A2. 1 Liste des accords de la Communauté économique de l'ASEAN en vigueur au 28 avril 2023**

N <sup>os</sup>	Instrument juridique	Signature	Date d'entrée en vigueur
17.	<a href="#">Protocole de l'ASEAN sur le mécanisme renforcé de règlement des différends</a>	20 décembre 2019	20 juin 2022
18.	<a href="#">Accord de l'ASEAN sur le commerce électronique</a>	22 janvier 2019	2 décembre 2021
22.	<a href="#">Accord de l'ASEAN sur la directive relative aux dispositifs médicaux</a>	21 novembre 2014	1 <sup>er</sup> janvier 2015
23.	<a href="#">Mémoire d'accord sur la coopération de l'ASEAN dans le cadre du programme de promotion des produits agricoles et forestiers</a>	24 septembre 2014	24 septembre 2014
25.	<a href="#">Accord de l'ASEAN sur les douanes</a>	30 mars 2012	7 novembre 2014
32.	<a href="#">Accord de l'ASEAN sur la sécurité des produits pétroliers</a>	1 <sup>er</sup> mars 2009	22 mars 2013
33.	<a href="#">Accord global sur le commerce des marchandises de l'ASEAN</a>	26 février 2009	17 mai 2010
33.1.	<a href="#">Mémoire d'accord entre les gouvernements des États membres participants de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur le projet pilote de mise en œuvre d'un système régional d'autocertification</a>	30 août 2010	25 octobre 2010
33.3.	<a href="#">Protocole portant modification de certains accords économiques de l'ASEAN liés au commerce des marchandises</a>	8 mars 2013	10 septembre 2014
33.4.	<a href="#">Premier protocole portant amendement de l'Accord global sur le commerce de marchandises de l'ASEAN</a>	22 janvier 2019	20 septembre 2020
37.	<a href="#">Protocole pour accorder une attention spéciale au riz et au sucre</a>	23 août 2007	23 août 2007
37.1.	<a href="#">Protocole portant amendement du Protocole pour accorder une attention spéciale au riz et au sucre</a>	28 octobre 2010	28 octobre 2010
39.	<a href="#">Accord sur l'établissement et la mise en œuvre du guichet unique de l'ASEAN</a>	9 décembre 2005	9 décembre 2005
39.1.	<a href="#">Protocole sur l'établissement et la mise en œuvre du guichet unique de l'ASEAN</a>	20 décembre 2006	20 décembre 2006
39.3.	<a href="#">Protocole relatif au cadre juridique pour la mise en œuvre du guichet unique de l'ASEAN</a>	4 septembre 2015	1 <sup>er</sup> août 2017
40.	<a href="#">Accord sur le système réglementaire harmonisé de l'ASEAN régissant le matériel électrique et électronique</a>	9 décembre 2005	17 octobre 2012
43.	<a href="#">Accord-cadre de l'ASEAN pour l'intégration des secteurs prioritaires</a>	29 novembre 2004	31 août 2005
43.1.	<a href="#">Protocole d'intégration sectorielle pour le secteur de la pêche</a>	29 novembre 2004	31 août 2005
43.2.	<a href="#">Protocole d'intégration sectorielle pour le secteur de l'électronique</a>	29 novembre 2004	31 août 2005
43.5.	<a href="#">Protocole d'intégration sectorielle pour le secteur du commerce électronique au sein de l'ASEAN</a>	29 novembre 2004	31 août 2005
43.6.	<a href="#">Protocole d'intégration sectorielle pour le secteur de l'automobile</a>	29 novembre 2004	31 août 2005
43.7.	<a href="#">Protocole d'intégration sectorielle pour les produits à base agricole</a>	29 novembre 2004	31 août 2005
43.8.	<a href="#">Protocole d'intégration sectorielle pour les produits textiles et articles d'habillement</a>	29 novembre 2004	31 août 2005
43.9.	<a href="#">Protocole d'intégration sectorielle pour les produits du bois</a>	29 novembre 2004	31 août 2005
43.10.	<a href="#">Protocole d'intégration sectorielle pour les produits à base de caoutchouc</a>	29 novembre 2004	31 août 2005
43.11.	<a href="#">Protocole d'intégration sectorielle pour le secteur de la santé</a>	29 novembre 2004	31 août 2005
43.12.	<a href="#">Protocole (amendement) d'intégration sectorielle pour les secteurs prioritaires</a>	8 décembre 2006	8 mars 2007
43.13.	<a href="#">Accord-cadre de l'ASEAN (amendement) pour l'intégration des secteurs prioritaires</a>	8 décembre 2006	8 mars 2007
43.14.	<a href="#">Protocole portant amendement à l'article 3 de l'Accord-cadre de l'ASEAN (Amendement) pour l'intégration des secteurs prioritaires</a>	24 août 2007	20 février 2008
44.	<a href="#">Accord sur le système de réglementation harmonisé de l'ASEAN relatif aux cosmétiques</a>	2 septembre 2003	2 septembre 2003
51.	<a href="#">Accord-cadre de l'ASEAN sur les arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM)</a>	16 décembre 1998	6 février 2009
51.1.	<a href="#">ARM sectoriel de l'ASEAN sur le matériel électrique et électronique</a>	5 avril 2009	5 avril 2009
51.9.	<a href="#">ARM sectoriel de l'ASEAN pour les bonnes pratiques de fabrication, l'inspection des fabricants de produits médicaux</a>	10 avril 2009	10 avril 2009
51.13.	<a href="#">ARM de l'ASEAN relatif aux rapports d'étude de bioéquivalence des médicaments génériques</a>	2 novembre 2017	2 novembre 2017
51.14.	<a href="#">ARM de l'ASEAN relatif aux systèmes d'inspection et de certification de l'hygiène alimentaire pour les préparations alimentaires</a>	27 avril 2018	27 avril 2018
51.15.	<a href="#">ARM de l'ASEAN sur l'homologation des produits de l'industrie automobile</a>	16 janvier 2021	15 janvier 2022
52.	<a href="#">Accord-cadre de l'ASEAN sur la facilitation du transit des marchandises</a>	16 décembre 1998	12 octobre 2000
52.1.	<a href="#">Protocole 3 Types et nombre de véhicules routiers</a>	15 septembre 1999	19 avril 2010
(52,2)	<a href="#">Protocole 4 Prescriptions techniques applicables aux véhicules</a>	15 septembre 1999	19 avril 2010
52.3.	<a href="#">Protocole 8 Mesures sanitaires et phytosanitaires visant à mettre en œuvre l'Accord-cadre de l'ASEAN sur la facilitation du transit des marchandises</a>	27 octobre 2000	13 janvier 2011

N <sup>o</sup> a	Instrument juridique	Signature	Date d'entrée en vigueur
52.4.	<a href="#">Protocole 5 Programme d'assurance obligatoire des véhicules automobiles de l'ASEAN</a>	8 avril 2001	16 octobre 2003
52.5.	<a href="#">Protocole 9 Marchandises dangereuses</a>	20 septembre 2002	13 septembre 2017
52.6.	<a href="#">Protocole 1 Désignation des itinéraires et installations de transit</a>	8 février 2007	21 août 2011
52.7.	<a href="#">Protocole 6 Les gares frontalières et les gares de correspondance</a>	16 décembre 2011	6 décembre 2022
52.8.	<a href="#">Protocole 7 Système de transit douanier</a>	24 février 2015	19 février 2019
52.9.	<a href="#">Protocole 2 Désignation des postes frontières</a>	4 mai 2018	6 octobre 2019
58.	<a href="#">Coopération en matière de propriété intellectuelle</a>		
58.1.	<a href="#">Protocole portant amendement des Accords de l'ASEAN</a>	23 juillet 1997	23 juillet 1997
63.	<a href="#">Mémoire d'accord sur le statu quo et le démantèlement des barrières non tarifaires entre les pays de l'ASEAN</a>	15 décembre 1987	15 décembre 1987
64.	<a href="#">Accord relatif à la liste restreinte préférentielle des sous-traitants des États de l'ASEAN</a>	20 octobre 1986	19 juin 1986
64.1.	<a href="#">Protocole portant amendement des Accords de l'ASEAN</a>	23 juillet 1997	23 juillet 1997
70.	<a href="#">Accord relatif à la réserve de sécurité alimentaire de l'ASEAN</a>	4 octobre 1979	24 juillet 1980
70.2.	<a href="#">Second Protocole portant amendement de l'Accord relatif à la sécurité alimentaire de l'ASEAN</a>	23 juillet 1997	23 juillet 1997

a Numéro du registre de l'ASEAN

Source: Secrétariat de l'ASEAN; [https://agreement.asean.org/search/by\\_pillar/2.html](https://agreement.asean.org/search/by_pillar/2.html).

**ANNEXE 3****LISTE DES ACCORDS DÉNONCÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 91 DE L'ATIGA, PARAGRAPHE 2***(Annexe 11 de l'ATIGA)***Tableau A3. 1 Liste des accords abrogés au titre de l'Article 91 de l'ATIGA, paragraphe 2**

<b>N°</b>	<b>Titre du document</b>	<b>Date</b>
1	Accord relatif aux arrangements commerciaux préférentiels	24 février 1977
2	Accord sur le Tarif préférentiel effectif commun pour la zone de libre-échange de l'ASEAN	28 janvier 1992
3	Protocole portant modification de l'Accord relatif aux arrangements commerciaux préférentiels de l'ASEAN	15 décembre 1995
4	Protocole portant modification de l'Accord relatif au tarif préférentiel effectif commun (TPEC) dans la Zone de libre-échange de l'ASEAN	15 décembre 1995
5	Protocole sur l'arrangement spécial concernant les produits sensibles et hautement sensibles	30 septembre 1999
6	Protocole concernant la mise en œuvre de la liste d'exclusion temporaire du CEPT	23 novembre 2000
7	Protocole portant modification de l'Accord relatif au tarif préférentiel effectif commun (CEPT) de la Zone de libre-échange de l'ASEAN (AFTA) pour l'élimination des droits d'importation	31 janvier 2003
8	Premier Protocole portant modification de l'arrangement spécial concernant les produits sensibles et hautement sensibles	3 septembre 2004
9	Protocole relatif aux améliorations apportées à l'octroi de préférences tarifaires dans le cadre de l'Arrangement relatif aux arrangements commerciaux préférentiels de l'ASEAN	15 décembre 1987
10	Accord de base sur le programme de coopération industrielle de l'ASEAN **)	27 avril 1996
11	Protocole portant modification de l'Accord de base sur le programme de coopération industrielle de l'ASEAN **)	21 avril 2004

\*\*) Le remplacement de ces accords prend effet trois (3) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du Protocole portant modification de certains accords économiques de l'ASEAN relatifs au commerce des marchandises.

**ANNEXE 4****LIBÉRALISATION TARIFAIRE (POURCENTAGE DE LIGNES EN FRANCHISE DE DROITS)  
DANS LE CADRE DE L'ATIGA, DU PTPGP ET TAUX NPF**

1. Le tableau ci-après présente le pourcentage de lignes tarifaires en franchise de droits pour chacune des Parties en ce qui concerne le taux NPF appliqué, dans le cadre de l'ATIGA et d'autres ACR qui se recoupent. Lorsqu'il y a plusieurs ACR qui se recoupent, les données de l'ACR accordant le meilleur traitement ont été utilisées, sous réserve de leur disponibilité – dans ce cas, le PTPGP entre les Parties concernées. Le PTPGP est entré en vigueur en 2018 pour Singapour, en 2019 pour le Viet Nam, en 2022 pour la Malaisie et en 2023 pour le Brunéi Darussalam.

2. Les Parties ayant des ACR qui se recoupent et pour lesquels des données sont disponibles – le Brunéi Darussalam, la Malaisie, Singapour et le Viet Nam – avaient, en 2021, entre 31,4% et 99,96% de lignes tarifaires en franchise de droits sur une base NPF. En 2021, dans le cadre de l'ATIGA, plus de 98% des lignes tarifaires seront en franchise de droits. D'ici à la fin de la mise en œuvre des deux ACR, la Malaisie aura un niveau de libéralisation plus élevé dans le cadre du PTPGP que dans le cadre de l'ATIGA, avec seulement 0,2% de lignes passibles de droits au titre du PTPGP - atteint en 2023 - contre 1,3% au titre de l'ATIGA (depuis 2010). Toutefois, en 2028, le niveau de libéralisation sera plus élevé dans le cadre de l'ATIGA que dans le cadre du PTPGP. Le Brunéi et Singapour auront éliminé tous les droits de douane au titre des deux Accords, en 2010 dans le cas de l'ATIGA, et dans le cadre du PTPGP en 2018 pour Singapour et en 2028 pour le Brunéi. Le niveau de libéralisation du Viet Nam est plus élevé dans le cadre de l'ATIGA que dans le cadre du PTPGP.

**Tableau A1. 4: Libéralisation tarifaire (pourcentage de lignes en franchise de droits) prévue par l'ATIGA, le PTPGP et les taux NPF**

Exp Imp	NPF et ACR	Année	BRN	MYS	SGP	VNM
<b>BRN</b>	NPF	2021-2022-2023		95,6		
	ATIGA	2021			100	
	PTPGP	2023			98,1	
		FIN (2028)			100	
		RPD			-	
<b>MYS</b>	NPF	2021-2022-2023	57,4		57,4	
	ATIGA	2021	98,7		98,7	
		RD	1,3		1,3	
	PTPGP	2022 <sup>a</sup>	90,6		82,9	
		FIN (2033)	99,8		99,8	
		RPD	0,2		0,2	
<b>SGP</b>	NPF	2021	99,96			99,96
	ATIGA	2021	100			100
	PTPGP	2021 <sup>a</sup>	100			100
<b>VNM</b>	NPF	2021-2022-2023	31,4			
	ATIGA	2021-2022-2023		98,6		
		FIN (2024)		98,7		
		RPD		1,3		
	PTPGP	2021 <sup>a</sup>	90,3	88,1	88,1	
		FIN (2038)		98,3		
		RPD		1,7		

a À compter de la date d'entrée en vigueur: 2022 pour la Malaisie et 2023 pour le Brunéi Darussalam.

FIN % des lignes en franchise de droits à la fin de la mise en œuvre. Si la période de transition a déjà pris fin, cette ligne ne figure pas dans le tableau.

RPD Restent passibles de droits.

Note: Lorsque plusieurs ACR se recoupent pouvaient être pris en compte, l'ACR offrant le meilleur traitement était utilisé, à condition que des données soient disponibles.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, à partir de données communiquées par les Parties et de la base de données de l'OMC sur les ACR.

